



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 04 du 2 février 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 février 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	166
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	166
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	166
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-422 en date du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle.....	166
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-423 en date du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Meurthe et Moselle	167
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	168
MISSION ECONOMIQUE.....	168
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 janvier 2011	168
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 janvier 2011	168
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 janvier 2011	168
CABINET	168
Bureau du cabinet.....	168
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2010 accordant la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion 1er janvier 2011	168
Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2011	169
Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2011	200
Service interministériel de défense et de la protection civile	201
Extrait de l'arrêté n° 2/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	201
Extrait de l'arrêté n° 3/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	201
Extrait de l'arrêté n° 4/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	202
Extrait de l'arrêté n° 5/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	202
Extrait de l'arrêté n° 6/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	202
Extrait de l'arrêté n° 7/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	202
Extrait de l'arrêté n° 8/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	202
Extrait de l'arrêté n° 9/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	203
Extrait de l'arrêté n° 10/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	203
Extrait de l'arrêté n° 11/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	203
Extrait de l'arrêté n° 12/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	203
Extrait de l'arrêté n° 13/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	204
Extrait de l'arrêté n° 14/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	204
Extrait de l'arrêté n° 15/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	204
Extrait de l'arrêté n° 16/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	204
Extrait de l'arrêté n° 17/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	204
Extrait de l'arrêté n° 18/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	205
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	205
Bureau des réglementations	205
Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2011 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique	205
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire (« OGF SA, la galerie funéraire » 158, avenue du 69ème régiment d'infanterie - 54270 ESSEY-LES-NANCY)	206
Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY - Dossier n° 2010/0403	207
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant fermeture administrative d'un débit de boissons (« Club 54 » sis 17, rue de Serre à NANCY).....	207
Centre de récupération de points - Agrément n° 54-23 - Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} février 2011	208
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	209
Bureau des procédures environnementales.....	209
Extrait de l'arrêté interpréfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat	209
Extrait de l'arrêté modificatif du 12 janvier 2011 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber.....	211
Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2011 donnant acte à la société RHODIA CHIMIE de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées du PONT-DE-SAINT-PHILIN selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires	211
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	212
Bureau de l'interministérialité	212
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY.....	212
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant déclassement du domaine public de l'Etat et désaffectation d'un ensemble immobilier domanial abritant l'ancienne caserne de gendarmerie situé 1 à 8 rue de la Douane à HUSSIGNY-GODBRANGE.....	212
Arrêté préfectoral n° 11.BI.37 du 1er février 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est.....	212
Arrêté préfectoral n° 11.BI.38 du 1er février 2011 accordant délégations d'ingénierie publique	214
Arrêté préfectoral n° 11.BI.39 du 1er février 2011 accordant délégation de signature à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle	215
Arrêté préfectoral n° 11.BI.40 du 1er février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle.....	215
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	216
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2011 portant dissolution de l'Association Syndicale Autorisée de Drainage de PUXE	216

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	216
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	216
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE.....	216
Arrêté n° 2011-14 en date du 20 janvier 2011 modifiant l'arrêté n° 2010-14 en date du 1 ^{er} avril 2010 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine au directeur général adjoint.....	216
Arrêté n° 2011-15 en date du 20 janvier 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine au directeur général adjoint.....	216
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	217
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	217
Service établissements de santé.....	217
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-207 du 12 août 2010 autorisant la modification de l'âge minimum d'admission de 8 à 4 ans des enfants accueillis par le Centre d'Education Motrice de FLAUVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle.....	217
Extrait de l'arrêté 2010 ARS n° 251/DT54/PH n° 251 du 20 septembre 2010 autorisant l'association Adultes et Enfants inadaptés mentaux à étendre de 6 places le Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) adossé au foyer Emile Cibulka à NEUVES-MAISONS.....	217
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 278 du 29 septembre 2010 autorisant par anticipation au titre de 2013 la création d'un Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) de 10 places de semi-internat pour enfants de 3 à 14 ans souffrant de troubles de la conduite et du comportement à BRIEY par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	218
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 279 du 29 septembre 2010 autorisant l'association « Institution Jean-Baptiste Thiéry » à créer une Maison d'Accueil Spécialisée à MOYEN de 13 places.....	218
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 355 du 10 novembre 2010 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle à créer une Maison d'Accueil Spécialisée à DOMMARTIN-LES-TOUL de 48 places.....	219
Extrait de l'arrêté 2010 ARS n° 495 - DISAS/DIRECTION PA/PH n° du 15 décembre 2010 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle à créer un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) de 40 places pour adultes porteurs d'épilepsie sévère ou de troubles neurologiques.....	220
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 504 du 23 décembre 2010 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAP's) de ROSIERES-AUX-SALINES à étendre la capacité de sa Maison d'Accueil Spécialisée de cinq places - N° FINESS : 54 001 253 1.....	220
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-515 du 28 décembre 2010 refusant à l'association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) l'autorisation de créer un établissement et service d'aide au travail (ESAT) de 15 places à TOUL.....	221
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-516 du 28 décembre 2010 refusant à l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI) l'autorisation de créer une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de 25 places à NANCY.....	221
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 240/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010.....	222
Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 241/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	222
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 242/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	222
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 243/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	223
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 244/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	223
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 245/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	223
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 246/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	224
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 247/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	224
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 248/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	224
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 249/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	224
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	225
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE.....	225
Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2010/21 du 18 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010.....	225
Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2010/22 du 18 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010.....	225
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	225
DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE.....	225
Extrait de l'arrêté n° 2011-22 du 25 janvier 2011 fixant les modalités de candidature pour l'agrément d'hygiénologues en matière d'hygiène publique.....	225
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	226
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	226
Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2011 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la Sarl ECOTA CONSEIL à NANCY.....	226
Extrait de la décision du 1 ^{er} février 2011 portant sur une modification du périmètre des 9 sections d'Inspection du Travail de Meurthe-et-Moselle.....	227
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ.....	235
Secrétariat général - Service des affaires juridiques et contentieuses.....	235
Arrêté modificatif du 27 janvier 2011 de l'arrêté du 7 octobre 2010 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.....	235
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES – DIRECTION DE LA SOLIDARITE.....	235
Service solidarité-autonomie – Personnes âgées/Personnes handicapées.....	235
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA n° 268 - DIRSOL/ PA/PH n° du 24 mars 2010 refusant à l'association « TRISOMIE 21 » l'autorisation de création d'un service d'accompagnement médico-social d'une capacité de 30 places à Nancy.....	235
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	236
Service environnement - eau - biodiversité.....	236
Extrait de l'arrêté DDT/EEB/ASS-54-2010-0001 du 27 janvier 2011 portant consignment de sommes suite au non respect d'une mise en demeure sur la commune de VEZELISE.....	236
Service transports, sécurité.....	236
Extrait de l'arrêté 2011/DDT/TS/01 du 13 janvier 2011 portant constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à HEILLECOURT.....	236
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	237
Extrait de l'arrêté n° 51 /DDCS/ en date du 26 janvier 2011 portant création du Comité d'Hygiène et de Sécurité de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	237
Service jeunesse, éducation populaire et sport.....	237
Extrait de l'arrêté d'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle en date du 10 janvier 2011.....	237

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	238
Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. GAUFFRE Olivier, contrôleur.....	238
Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme MARGRAITTE Joëlle, adjointe, inspectrice.....	238
Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme MESBAH Pascale, contrôleur principal	238
SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Edith CHAMVOUX, contrôlease	239
SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Muriel DURON, inspectrice	239
SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Patrice WALDT, contrôleur.....	239
Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Catherine BOUVERESSE, inspecteur	239
Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Véronique TROMPETTE, inspecteur	240
Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sabine FISSEAU, contrôleur principal	240
Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nathalie GERMAIN, contrôleur principal	240
Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Audrey BIBET, contrôleur	241
Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jérôme OBERLE, inspecteur	241
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	241
Arrêté du 31 janvier 2011 portant subdélégation de signature.....	241
AVIS ET COMMUNICATIONS	242
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	242
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	242
Service aménagement durable, urbanisme, risques	242
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42903 du 25 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-AIL	242
AUTRES SERVICES.....	242
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	242
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de deux sages-femmes du 18 janvier 2011.....	242
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE	242
Avis du 26 janvier 2011 relatif à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle de 3 Cadres Socio-Educatifs par voie de concours interne et 1 Cadre Socio-Educatif par voie de concours externe.....	242

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-422 en date du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle pour le mandat en cours à échéance le 14 octobre 2011 :

En tant que représentants des assurés sociaux sur désignations :

- de la Confédération générale du travail (CGT) ;
Titulaires : Mme Laurence BORDRON
Mme Marie-Jeanne PHILBERT-ESCARFAIL
Suppléant : M. Pascal HEIDINGER
- de la Confédération générale du travail Force ouvrière (CGT-FO) ;
Titulaires : M. Jean-Louis ARNOULD
M. Daniel PÉCHÉ
Suppléants : M. Jean-Marie ROBERT
Mme Madeleine THIEBAUT
- de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;
Titulaires : M. Gérard GUILLEMINAULT
Mme Joëlle RABIET
Suppléantes : Mme Julie DESCADILLES
Mme Béatrice MATTON
- de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;
Titulaire : M. Patrick DEL GRANDE
Suppléante : Mme Marie LAROCHE
- de la Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC) ;
Titulaire : Mme Jocelyne VIOLETTI
Suppléant : M. Christian MEYER

En tant que représentants des employeurs sur désignations :

- du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;
Titulaires : M. François MOTTY
M. Serge PETIOT
M. Jean-Marc ROBIN
Suppléants : Mme Fanny FELLER
M. Grégoire MERMET
M. Jean-Paul SUISSE
- de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;
Titulaire : M. Etienne MALHER
Suppléant : M. Fabian COSTET
- de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;
Titulaire : Mme Ginette CASPAR
Suppléant : M. Jean-Jacques CLERC

En tant que représentants des travailleurs indépendants sur désignations :

- de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;
Titulaire : M. Stéphane HEIT
Suppléant : M. Jean-Marie JUSNEL
- de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;
Titulaire : Mme Danielle NICOLAS
Suppléant : M. Pascal PINELLI
- conjointes de l'Union nationale des professions libérales (UNAPL) et de la Chambre nationale des professions libérales (CNPL) ;
Titulaire : M. Bernard NICOLLE
Suppléante : Mlle FRICHE Corinne

En tant que personnes qualifiées sur désignations du Préfet de région :

M. Daniel BOULMIER
M. Philippe GRANGE
Mme Marie-Noëlle PHILIPPON
Mme Joëlle SADOUL

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2009-120 du 6 avril 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle est abrogé.

Article 3 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales, le Préfet du département de la Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le préfet de la région Lorraine,
Pour le préfet de la région Lorraine,
La secrétaire générale pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-423 en date du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Meurthe et Moselle

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle pour le mandat en cours à échéance le 14 octobre 2011 :

En tant que représentants des assurés sociaux sur désignations :

- de la Confédération Générale du Travail (CGT) :

Titulaires : M. Eskill ADENOT
Mme Françoise SEIROLLE
Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ
Mme Yolande GASPARINI

- de la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT- FO) :

Titulaires : Mme Monique BOGE
M. Jean-Claude CHARPENTIER
Suppléants : M. Patrice LECLERE
Mme Fadila MEHDID

- de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) :

Titulaires : M. Patrick DELICOURT
Mme Anne-Marie MAUSS
Suppléantes : Mme Isabelle ABDELMOULA
Mme Michèle PONCIONI

- de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) :

Titulaire : M. Christian BIRON
Suppléant : M. Patrick DEL GRANDE

- de la Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) :

Titulaire : M. Jean-Noël DUCHÊNE
Suppléante : Mme Anne-Marie HAUUY

En tant que représentants des employeurs sur désignations :

- du Mouvement Des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. Philippe BALLAY
Mme Marie-Odile GERARDIN
M. Paul MANGIN
Suppléants : Mme Fanny FELLER-NORIS
Mme Delphine MANZANO
M. Grégoire MERMET

- de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :

Titulaire : Mme Véronique SCIDA
Suppléant : M. Alex MÜLLER

- de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) :

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN
Suppléant : M. Claudius HAMARD

En tant que représentants des travailleurs indépendants sur désignations :

- de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :

Titulaire : M. Stéphane HEIT
Suppléante : Mme Catherine BOUILLON

- de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) :

Titulaire : Mme Ginette CASPAR
Suppléante : Mme Nathalie FUND

- conjointes de la Chambre nationale des professions libérales (CNPL) et de l'Union nationale des professions libérales (UNAPL) :

Titulaire : nc.
Suppléant : M. Franck LEFEVRE

En tant que représentants des associations familiales, sur désignations de l'Union départementale des associations familiales de la circonscription de la caisse (ou de l'union nationale des associations familiales) :

Titulaires : Mme Michèle CHALON
Mme Patricia MALGRAS
Mme Annie OLIVIER
M. Emmanuel VIEL
Suppléants : Mme Christine LIGNIER
M. André LOUP
M. François VERDIER
Mme Annick VOIRIN

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région Lorraine :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE
Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT
M. Jean-Paul LACRESSE
Mme Monique VASSEUR

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. 2010-255 du 29 juillet 2010 portant nomination de membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle est abrogé.

Article 3 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales et le Préfet du département de la Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le préfet de la région Lorraine,
Pour le préfet de la région Lorraine,
La secrétaire générale pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MISSION ECONOMIQUE

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 janvier 2011

Réunie le 20 janvier 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la société IMMOCHAN, l'autorisation de créer un ensemble commercial de 12 080 m² de surface de vente « Pôle Europe » face à l'hypermarché AUCHAN, en bordure de la RN18 à MONT-SAINT-MARTIN comprenant :

- 8 cellules commerciales dédiées à l'équipement de la maison pour un total de 7 200 m² ;
- 1 magasin de sport/loisirs de 580 m² ;
- 1 magasin de jouets de 2 500 m² ;
- 1 magasin d'équipement de la personne de 1 800 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de MONT-SAINT-MARTIN
Nancy, le 21 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 janvier 2011

Réunie le 25 janvier 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la GNC HOLDING SAS l'autorisation de créer un magasin d'équipement de la personne à l enseigne non encore définie, de 1 165 m² de surface de vente, rue Georges BRASSENS, parc d'activités de la porte verte 2 à ESSEY LES NANCY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie d'ESSEY-LES -NANCY.
Nancy, le 26 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 25 janvier 2011

Réunie le 25 janvier 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la société « les Vignottes » et à la SA « CHAUSSEA », l'autorisation de créer un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne CHAUSSEA, de 1 290 m² de surface de vente, à l'angle de la rue Jacques BREL et de la rue Georges BRASSENS, parc d'activités de la porte verte 2 à ESSEY LES NANCY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie d'ESSEY LES NANCY.
Nancy, le 26 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

CABINET

Bureau du cabinet

Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2010 accordant la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion 1er janvier 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Monsieur DOUBLIER Richard
Conseil privé, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à ORMES-ET-VILLE
- Madame FRITSCH Francine née COFFE
Juriste relations sociales, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur GUILLAUME Philippe
Directeur centre affaire, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à BRIEY
- Madame HUCK Sabine née THOMAS
Directrice d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Neuves-Maisons).
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame NGUYEN Thi-hoa née PHAM
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Monsieur PIERRON Laurent
Frigoriste, FROMAGERIE DE BLAMONT, BLÂMONT.
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame POTHIER Nathalie née COGOI
Directrice d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Audun-le-Roman).
demeurant à LONGUYON
- Monsieur TOUCHOT Jean-Marc
Chargé d'activité informatique, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Article 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

- Monsieur CUNY Jean-Claude
Conseiller agricole, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur DEGOUTIN Olivier
Magasinier cariste, FROMAGERIES RICHES MONTs, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à Essey-et-Maizerais

- Madame FOREAU Jacqueline née FRANCOIS
Responsable accueil, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Pont-à-Mousson).
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur GRANDEMANGE Jean-Marie
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame LAURENT Martine née LABOUYGUE
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Villers-les-Nancy).
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur PREVOT Joël
Technicien semences, EPILOR SA DIEULOUARD
demeurant à LUCEY
- Madame SCHWOB Annie née VALLEE
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame WAHRHEIT Annette née FEHLEN
Technicienne de surface, FROMAGERIES RICHES MONTs, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à PANNES

Article 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- Madame JACQUOT Odile née RIBOLZI
Technicien, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur ROBERT-GRANDJEAN ALAIN
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Champigneulles).
demeurant à NANCY
- Monsieur TABOUHOUT Marzouk
Ouvrier de fabrication, FROMAGERIES RICHES MONTs, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à PONT-À-MOUSSON

Article 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

- Mademoiselle CUNY Rolande
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Saint-Nicolas-de-Port).
demeurant à SOMMERVILLER
- Monsieur JEANVOINE Didier
Technicien chèques, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à NANCY
- Mademoiselle MATHIEU Simone
Directrice de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Lunéville).
demeurant à MARAINVILLER
- Monsieur PHELIZON Lionel
Conseiller clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de Neuves Maisons).
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame SCHOUTEETEN JOELLE née FRANCOIS
Assistant à RHL/COU, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à SOMMERVILLER
- Monsieur TOSI Jacques
Contremaître maintenance, FROMAGERIES RICHES MONTs, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à JARNY

Article 5 : Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 26 novembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Monsieur ANDRÉ Rémy
Conseiller municipal de HATRIZE
demeurant à HATRIZE
- Monsieur BAETSLÉ Armand
Conseiller municipal de SAINT-PANCRÉ
demeurant à SAINT-PANCRÉ
- Madame BÉGIN Colette née DEVILLIERS
Conseiller municipal de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame BERG Françoise née GIAMBI
Adjoint au maire de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame BERTIN Lorella née SARTINI
Conseiller municipal de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame BLUETTE Jeanne née SCHMITT
Maire de FONTENOY-SUR-MOSELLE
demeurant à FONTENOY-SUR-MOSELLE

- Monsieur BRUNET Jean-Luc
Conseiller municipal de AVRAINVILLE
demeurant à AVRAINVILLE
- Monsieur CASSIGNAT Jean-Marie
Adjoint au maire de FONTENOY-SUR- MOSELLE
demeurant à FONTENOY-SUR-MOSELLE
- Monsieur CAUSERO Louis
Conseiller municipal de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame DION Nada née CUBRIOLO
Conseiller municipal de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur DUBOIS Guy
Adjoint au maire de BELLEVILLE
demeurant à BELLEVILLE
- Monsieur FRANIATTE Guy
Conseiller municipal de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur GIORGETTI Jean-Claude
Maire de JEANDELIZE
demeurant à JARNY
- Monsieur HUSSON Bernard
Maire de SORNÉVILLE
demeurant à SORNÉVILLE
- Monsieur JEANSON Jean-Paul
Adjoint au maire de AVRAINVILLE
demeurant à AVRAINVILLE
- Monsieur KOZLOWSKI Edouard
Conseiller municipal de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Monsieur MICHEL Gérard
Maire de VÉHO
demeurant à VÉHO
- Madame MUSATO Nadine née RINALDI
Conseiller municipal de TRIEUX
demeurant à TRIEUX
- Madame SURGET Martine née FERRY
Conseiller municipal de LUDRES
demeurant à LUDRES

Médaille OR

- Monsieur LE ROI Jean-Pierre
Adjoint au maire de VILLE-EN-VERMOIS
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS

Article 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Monsieur ABERKANE Rachid
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BRIEY
- Monsieur ABRAHAM Pascal
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame ADAM Françoise née MOCKELS
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGUYON
- Madame ADAM Marie-Ange née KWIATKOWSKI
A.T.S.E.M, MAIRIE de CONFLANS-EN-JARNISY
demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- Monsieur AIGUIER Pascal
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMMARTÉMONT
- Mademoiselle ALEMANNO Brigitte
Rédacteur, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame ALEO Isabelle née VOIRGARD
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à POMPEY
- Madame ALIX Catherine née ALIX
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARBACHE
- Monsieur ALLANO Daniel
Adjoint technique principal de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERUPT
- Monsieur AMANN Jean-Paul
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur ANDRE Dominique
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame ANDRE Simone née GOSSET
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JAULNY
- Monsieur ANTOINE Jean-Pol
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-FIRMIN
- Monsieur ARNOULD Hervé
Manipulateur d'Electroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur AUBERT Nicolas
Agent d'entretien qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur AUBRY Roger
Agent de maîtrise, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame BAGARD Béatrice née ROSES
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame BAILLY Solange née BARBON
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur BALDIN Jean-Michel
Adjoint technique principal de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LEXY
- Monsieur BAPTISTE Laurent
Adjoint technique principal de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à REHAINVILLER
- Madame BARTHEL Marie-Paule
Infirmière CN titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MESSEIN
- Monsieur BASSI Laurent
Rédacteur responsable service économique, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur BASTIEN Bernard
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NOMENY
- Madame BASTIEN Marie-Louise née IUNG
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à COSNES-ET-ROMAIN
- Monsieur BASTIN André
Assistant socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur BATTEUX Michel
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ROGÉVILLE
- Madame BAUDCHON Martine née ZARAMELLA
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur BAUDIER Patrick
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Madame BAUDOT Elisabeth née BAUDOT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame BAZIN Monique née BACHELIER
Adjoint technique 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur BEGHELLI Patrick
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame BÉGHIN Francine née AUBRY
Directeur général adjoint des Services, CONSEIL GENERAL DES VOSGES de EPINAL
demeurant à NANCY
- Madame BEGUINOT Ginette
Adjoint technique de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LONGUYON de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur BEILL Jean-Marc
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FRÉMONVILLE
- Madame BELOTTI Ghislaine née FOISSEY
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur BENEDIC Michel
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-LIXIÈRES
- Monsieur BENFRID Karim
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARS-LA-TOUR
- Madame BERG Frédérique née BERG
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY

- demeurant à FROUARD
- Monsieur BERNARD Laurent
Contrôleur de travaux, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame BERNE Régine née THOMAS
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur BERTIN Dominique
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-LIXIÈRES
- Mademoiselle BERTRAND Nathalie
Adjoint administratif de 2ème classe, SYND INTERCOM SECRET. ARRACOURT RAVILLE/M RECHICOURT la PTE SERRES VALHEY de RECHICOURT LA PETITE
demeurant à ARRACOURT
- Monsieur BERTRAND Philippe
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARBACHE
- Monsieur BESSOT Jean-Luc
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-MARTIN
- Madame BETHOUARD Guylaine née POIRIER
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Madame BIANCONI Anne-Marie née MANGEOT
A.T.S.E.M principale 2ème classe, MAIRIE DE VERSAILLES de VERSAILLES
demeurant à PIENNES
- Madame BIGORGNE Christine née BETELLA
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BINSE Monique née BINSE
Assistant socio éducatif Educatrice spécialisée, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame BIRCKEL Marie-Christine née BRANCA
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Mademoiselle BLAISE Didier
Adjoint technique, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur BLAISE Jean-Jacques
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VÉHO
- Madame BLANC Isabelle née BLANC
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à EULMONT
- Monsieur BLIES Thierry
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame BLOT Catherine née WENDLING
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame BOFFIN Annick née BARISIEN
Agent social de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de PONT À MOUSSON
demeurant à ATTON
- Madame BOILEAU Christine née OURDOUILLIE
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame BOILEAU Noëlle née COLNET
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame BONAVAL Marie-Hélène née SEBELIN
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGUYON
- Monsieur BOROSKO Jean-Marie
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de AUDUN-LE-ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur BOSSU Jean Luc
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur BOUCHOT Xavier
Agent de maîtrise territorial, SYNDICAT INTERCOMMUNAL ENSEIGNT 1° CYCLE SECTEUR TOUL de TOUL
demeurant à LUCEY
- Monsieur BOULANGER Michel
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FERRIÈRES
- Monsieur BOURDY Bruno
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LEINTREY
- Madame BOUSSET Huguette née MICHEL
A.T.S.E.M., MAIRIE de CUSTINES
demeurant à CUSTINES

- Madame BRAND Claudine née ANTOINE
Assistante maternelle, C. DE C. DU BASSIN DE POMPEY de POMPEY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame BRASSEUR Sophie née LAFONT
Secrétaire médicale de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame BRENDLIN Véronique née HENRY
Adjoint administratif 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-TOUL
- Madame BROSSET Sonia née GROSSE
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BRUNAUD Chantal
Attachée d'administration hospitalière principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur BUCCI Alain
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Madame BUCCI Chantal née LUX
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Madame BURET Virginie née BURET
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame BURTIN Chantal née ANTOINE
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAIXE
- Madame CACHICO FERNANDES Idalina née CACHICO FERNANDES
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Mademoiselle CAHEN Carole
Psychologue titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame CALIN Chantal née MARTIN
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
- Monsieur CALIN Gilles
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
- Madame CARA Corine née KLARES
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JEANDELIZE
- Madame CARPE Katia née KITZINGER
Secrétaire de mairie, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à CRÉVIC
- Monsieur CARPI Sauveur
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TREMBLECOURT
- Monsieur CARRÉ Daniel
Agent technique de 1ère classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ
demeurant à NANCY
- Madame CARRÉ Jacqueline née DURING
Adjoint technique de 1ère classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ
demeurant à NANCY
- Madame CASTRO OLIVEIRA Michelle née MULLER
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de MONT-SAINT-MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Monsieur CELLANA Eric
Infirmier titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur CERIANI José
Educateur A.P.S hors classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame CESARO Christianne
Adjoint technique de 2ème classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ
demeurant à LONGLAVILLE
- Madame CHARETTE Fabienne née KRUMMENACKER
Educateur chef de jeunes enfants, CRECHE FAMILIALE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
- Madame CHARLOIS Laurence née HUMBLOT
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- Madame CHAUDOY Christine née FAY
Rédacteur en chef, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à MONTIGNY-SUR-CHIERS
- Mademoiselle CHEVRIER Isabelle
Educateur territorial principal de jeunes enfants, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame CHIPOT Véronique née HINDELANG
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY

- demeurant à XIROCOURT
- Madame CHOQUARD Sylviane née DUDZIC
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MONT-BONVILLERS
- Madame CHRETIEN Christiane née MASSON
Adjoint administratif de 1° classe, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à LONGWY
- Madame CHRIST Chantal née CHRIST
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame CLEMENT Marie-Chantal née NEIMARD
A.T.S.E.M principal de 2ème classe, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à SAINT-MAX
- Madame CLERC Martine née HOPFNER
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE
- Madame COLIN Catherine née DAVAL
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à BUISSONCOURT
- Madame COLIN Christine née ARNAUD
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Monsieur COLIN Gérard
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame COLIN Noëlle née JACQUOT
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à SAINT-MAX
- Madame COLMET Françoise née COLMET
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGWY
- Madame COLNOT Danièle née DIDIERLAURENT
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur CORRUBLE Benoît
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame CORZANI Joëlle née DAL CASTEL
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à JOEUF
- Madame COULIN Catherine née COULIN
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame COURBOT Evelyne née KROMER
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame COURTOIS Valérie née GALLAND
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à BAGNEUX
- Madame COUTIER Annie née COUTIER
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame CRISCITELLI Laurence née JUBERT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à UGNY
- Madame CUNAT Béatrice née LAURENT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Madame DA ROCHA Elvira née DA ROCHA
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGWY
- Madame DAL MOLIN Nadine née SCHUCK
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à SAINT-AIL
- Madame DAPREMONT Véronique née PENONE
Secrétaire médicale titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur DARGENTON Roland
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGUYON
- Monsieur DARNOIS André
Adjoint technique 1ère classe retraité, MAIRIE de DIEULOUARD
demeurant à DIEULOUARD
- Madame DAUTREY Aude née D'HERCLONVILLE
Adjoint administratif 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DAVID Sandrine née GROSZ
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DEBANO Catherine

- Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame DELATTRE Christelle née VIGEONNET
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à DAMELEVIÈRES
 - Madame DELAUNEY Agnès née RAULLET
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à SAINT-JEAN-LÈS-LONGUYON
 - Madame DÉLINCHANT Marie-Ange née JÉNIN
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
 - Madame DELON Agnès née DENIS
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur DELON Francis
Adjoint technique principal de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHAMPENOUX
 - Madame DEMANGE LEGRAND Corinne née LEGRAND
Aide-soignante de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à LEYR
 - Madame DEMANGEON Corinne née LIBERT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur DEMANGEON Jean-Louis
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de MALZÉVILLE
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - Monsieur DEMANGEON Marc
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Monsieur DENSA Cyrille
Ingénieur titulaire, C. D'AGGLO. DE METZ METROPOLE de METZ
demeurant à ERROUVILLE
 - Monsieur DESAVELLE Sylvain
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Madame DI GUISTO Dominique née DIERVILLE
Adjoint administratif de 2ème classe titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT-GERMAIN
 - Madame DIAB Anne-Céline née LAMBLIN
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame DIDIER Fabienne née RAIMOND
Conservateur de bibliothèque, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMGERMAIN
 - Madame DIGNY Edith née ROQUE
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à FROUARD
 - Mademoiselle DION Patricia
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur DIOU-HIRTZ Joël
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame DOLT Julia née DA COSTA
Agent technique 2ème classe titulaire, MAIRIE de HOUEMONT
demeurant à LUDRES
 - Mademoiselle DOUCEY Corinne
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame DUBOIS Christine née DUBOIS
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle DUBOIS Sonia
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Mademoiselle DUC Mireille
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle DUPONT Catherine
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur DURAND Thierry
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Mademoiselle ECK Sandrine née ROYER
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - Monsieur EDEINGER Bruno
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de HOUEMONT
demeurant à MAXÉVILLE

- Madame ERENATI Evelyne née EVRARD
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARNY
- Monsieur EVEQUE Jean-Luc
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame FAGOT Marlène née PAULUS
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROZELIEURES
- Madame FALCETTA Frédérique née DALIS
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à UGNY
- Mademoiselle FARAMIA Sandrine
Adjoint administratif hospitalier principal 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur FERNBACH Didier
Assistant socio-éducatif Educateur spécialisé, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à CHANTEHEUX
- Monsieur FISCHER Jean-Christophe
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur FLASCHGO Jean-Claude
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à POMPEY
- Monsieur FLEURETTE Régis
Ingénieur en chef de classe normale, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle FOINANT Sabine
Aide-soignante de classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à BLÂMONT
- Madame FONTAINE Jocelyne née GEORGES
Aide-soignante de classe normale, MAISON DE RETRAITE de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur FORT Régis
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de CHALIGNY
demeurant à CHALIGNY
- Madame FORTER Pascale née FORTER
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame FRACASSI Sylvie née POREBSKI
Adjoint du patrimoine principal 2ème, MAIRIE de TOUL
demeurant à BLÉNOD-LÈS-TOUL
- Madame FRANCOIS Olivia née JULIEN
Aide-soignante titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHAMPENOUX
- Monsieur FRISCH Xavier
Adjoint technique principal de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur FRITSCH Patrick
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMMARTEMONT
- Monsieur GAGLIANO Auguste
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TRIEUX
- Monsieur GALLIEN Daniel
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame GALLION Marie-Thérèse née NOWOJEWSKI
A.T.S.E.M principal de 2ème classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Monsieur GANDAR Michel
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AVRICOURT
- Madame GASIS Murielle née SALVETTI
Adjoint technique de 2ème classe ETS, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à VILLERUPT
- Madame GASPARD SEILER Delphine née SEILER
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Madame GAUDRY Sonia née BERGAMASCHI
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-FIRMIN
- Madame GENAY Nathalie née FELDER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VOINÉMONT
- Monsieur GEOFFROY Claude
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame GEORGES Suzanne née MOTSCH
Aide médico-psychologique de classe supérieure, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU

- demeurant à LAXOU
- Mademoiselle GÉRARD Véronique
Adjoint administratif de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GHARBI Ali
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Madame GIAMBI Martine
Adjoint administratif de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LONGUYON de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur GIGLEUX Gérard
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur GIGOUT Jean-Louis
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-MAURICE-AUX-FORGES
- Madame GILLARD Christine née VAUTRIN
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-TOUL
- Madame GIROT Patricia née ROUERS
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame GODFRIN Maryse née FOUGERY
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur GONDREXON Didier
Adjoint technique principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à DENEUVRE
- Madame GORIUS Valérie née BOYARD
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur GOUBLIN Serge
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur GOZILLON Frédéric
Maître-ouvrier, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur GRAF Philippe
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Madame GRAFF Micheline née PINGAL
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame GRAND Agnès née ROYER
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame GRANDE Mireille née GRANDE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur GRANDJEAN Pierre
Brigadier chef Police Municipale, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à BACCARAT
- Madame GREENWOOD Martine née GUTH
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GREGOIRE Françoise
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur GRENIER Gilles
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Madame GUILLAUME Corinne née GUILLAUME
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame GUILLERY Mireille née REPPLINGER
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de VILLERS-LA-MONTAGNE
demeurant à VILLERS-LA-MONTAGNE
- Monsieur GULA Jean-Marc
Analyste programmeur, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à MERCY-LE-BAS
- Monsieur GURY Lionel
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur HACQUARD Didier
Infirmier de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à DOMGERMAIN
- Madame HACQUARD Sandrine née MERLETTE
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMGERMAIN
- Monsieur HALLIER Philippe

- Adjoint technique principal de 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAIZERAS
- Monsieur HANOCQ Fabrice
Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à DOMGERMAIN
 - Monsieur HASSE Joël
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Monsieur HASSLER Yves
Agent de maîtrise, MAIRIE de TRIEUX
demeurant à TRIEUX
 - Madame HENRY Annabelle née HENRY
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
 - Madame HILBERT Nathalie née FÉLIX
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de LUDRES
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Madame HILGER Agnès née LEGRAND
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Mademoiselle HILLARD Marie-Thérèse
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame HIRIART Marie-Paule
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Mademoiselle HOFFER Fabienne
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
 - Madame HOLBECQ Patricia née MEDER
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
 - Madame HOMANT Marie-Noëlle
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de MALZÉVILLE
demeurant à MALZÉVILLE
 - Mademoiselle HOMEL Fabienne
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame HOSATTE Isabelle née FRANCOIS
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de SAULXURES-LÈS-NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
 - Madame HOUILLON Isabelle née COLIN
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur HUERTAS Juan
Agent de maîtrise, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Madame HUGUET Jocelyne née STORHAYE
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CROISMARE
 - Madame HUMBERT Anne-Sylvie née ERNST
Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Mademoiselle ILLI Anne
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur JACQUES Fabrice
Adjoint technique principal de 1ère classe, O.P.H.L.M. de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame JACQUES-HEITZ Fabienne née JACQUES
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CUSTINES
 - Monsieur JACQUINET Christian
Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame JACQUOT Catherine née LAMOILE
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - Madame JACQUOT Odile née STORTZ
Adjoint technique de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur JAPPAIN Patrick
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AFFLÉVILLE
 - Madame JIMENEZ Sabine née DELVOYE
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUDRES
demeurant à LUDRES
 - Monsieur JOBARD Philippe
Maître-ouvrier titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NEUVES-MAISONS

- Madame KALI SAINTEMARIE Laurence née PECHEUR
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame KAUFMANN Marie-Ange
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de HATRIZE
demeurant à HATRIZE
- Madame KERLO Lydie née CHRETIEN
Adjoint administratif 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BACCARAT
- Madame KESSLER Marie-Thérèse née LE BOURNOT
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Monsieur KESSLER Patrick
Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Madame KINOSKY Denise née DIONISUS
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUDRES
demeurant à LUDRES
- Monsieur KINTZINGER Stéphane
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KISSEL Christa née WENDLER
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de AUDUN-LE-ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur KLEIN Christophe
Technicien supérieur territorial chef, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à VITTONVILLE
- Monsieur KLEIN Hervé
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KUNZ Anne née PORTENSEIGNE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Madame KURPINSKI Sylvie née KURPINSKI
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARNY
- Monsieur KUSIOR Pascal
Attaché principal, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY de BRIEY
demeurant à MOUTIERS
- Madame L'HUILLIER Graziella née PEPE
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FROUARD
- Madame LABARRE Chantal née HENRION
Aide-soignante, ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF de JOEUF
demeurant à LABRY
- Madame LABBE-CONTINI Sophie née CONTINI
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame LABLANC Odile née POIROT
Adjoint technique de 2ème, MAIRIE de CHOLOY-MÉNILLOT
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Mademoiselle LACHERE Sandrine
Aide-soignante classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur LACOUTURE Eric
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame LACROIX Jeannine née RENAUD
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUDRES
demeurant à LUDRES
- Monsieur LAHACHE Jean-Pierre
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Mademoiselle LAHAIRE Corinne
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur LAHURE Eric
Contrôleur de travaux en chef, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame LALLEMENT Françoise
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur LALLEMENT Michel
Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Madame LAPREE Jocelyne
Adjoint administratif hospitalier principal de 2ème classe, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame LAURAIN Claudine
Adjoint territorial administratif principale de 2ème classe, MAIRIE de VILLERS-LA-MONTAGNE

- demeurant à VILLERS-LA-MONTAGNE
- Madame LAURENT Béatrice née OESTREICHER
Rédacteur principal, MAIRIE de CRUSNES
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur LAURENT Raphaël
Aide-soignant de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Monsieur LAURINO Isidore
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE
- Madame LAVEUF Denise née ROBERT
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- Madame LECLER Sylvie née PIERSON
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE
- Monsieur LECLERS Daniel
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame LEGRAND Isabelle née TROMBINI
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à XEUILLEY
- Monsieur LELIEVRE Philippe
Adjoint technique principal de 1ère classe, SYNDICAT INTERCOMMUNAL ENSEIGNT 1° CYCLE SECTEUR TOUL de TOUL
demeurant à FOUG
- Mademoiselle LEMAIRE Florence
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de BELLEVILLE
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur LEMAREC Jean-François
Educateur des activités physiques et sportives hors classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Madame LEMONNIER Muriel née KREMMER
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Mademoiselle LESPRIOT Anne
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Mademoiselle LINCK Anne
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Monsieur LOPEZ Patrice
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Mademoiselle LORIS Dominique
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à TRONDES
- Madame LUCOT Véronique
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de DIEULOUARD
demeurant à DIEULOUARD
- Madame MAFFINI Marie-France née LESCHENNE
Sage-femme de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MESSEIN
- Monsieur MAGNIN Paul
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame MAHU Frédérique née FERNANDES
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
- Mademoiselle MAIRE Christine
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame MALBOS Corinne née SOURDOT
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame MANDRAS Céline née COMOGLIO
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur MANGEL Christophe
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BATILLY
- Madame MANGENOT Fabienne née HACHET
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS
NANCY
demeurant à ESSEY-ET-MAIZERAIS
- Madame MARCHAL Catherine née DOYON
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUDRES
- Monsieur MARCVALTER Jean-Paul
Adjoint technique de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à DOMMARTEMONT

- Madame MARECHAL Catherine née LEFEBVRE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame MARQUIS Catherine née MANGEOT
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Monsieur MAST Mathieu
Technicien supérieur chef, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur MAZZARINI Fabien
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame MEHESZ Sylvia
Aide-soignante, MAISON DE RETRAITE de THIAUCOURT REGNIÉVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Madame MERIDJ Marie-Antoinette née MORETTI
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur MEUNIER Laurent
Assistant socio-éducatif titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame MEYER Christine née PELLEGER
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-SUPPLET
- Monsieur MEYER Michel
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de PONT-À-MOUSSON
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame MICHEL Mauricette née KLEIN
Assistante maternelle, CRECHE FAMILIALE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
- Madame MICHELINI Jocelyne née DAMMAREZ
Rédacteur territorial, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CUSTINES
- Madame MILIANI Rachel née BACH
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame MILLET Florence
Rédacteur, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Mademoiselle MILLET Patricia
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur MOLINET Philippe
Adjoint technique de 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame MOMBLED Michèle née FRÉBY
A.T.S.E.M principal 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame MONNIER Marie-José née BARBIER
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MONVILLE Luc
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame MORANDA Sandrine née FEDERICI
A.T.S.E.M principal 2ème classe, MAIRIE de HUSSIGNY-GODBRANGE
demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE
- Monsieur MORIZE Pascal
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame MOUGENOT Valérie née SCHMITT
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROLOIS
- Mademoiselle MOUZON Muriel
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Mademoiselle MULLER Catherine
Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur MULLER Jean-Marc
Chef de police municipale, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur MULLER Jean-Marie
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame NAVACCHI Marie-Christine
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Madame NAVARRO Valérie née MAVET
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY

- demeurant à LIVERDUN
- Monsieur NESEN Philippe
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PIENNES
- Madame NOEL Françoise née BELIN
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à HAUSSONVILLE
- Madame NOEL Michelle née NOEL
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TONNOY
- Madame NOEL Myriam
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à ABBÉVILLE-LÈS-CONFLANS
- Madame NOËL Chantal
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle NOËL France
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur NOTAIRE Richard
Adjoint technique de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur NOWAK Laurent
Adjoint administratif hospitalier de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULLIGNY
- Madame OTTARI Catherine née OTTARI
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur OUDOT Jean-Yves
Educateur des APS de 2ème classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON de FAVIÈRES
demeurant à FAVIÈRES
- Mademoiselle PAPA Marie Angèle
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame PAUL Annie née CHAUVIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à VILLERS-EN-HAYE
- Madame PENTECOSTE Christine
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur PERDEREAU Roland
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à GRAND-FAILLY
- Madame PERIAL Nadine
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Mademoiselle PERNOT Valérie
Ouvrier qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame PERRIN Claudine née FELTZ
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur PERRIN Dominique
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame PERROT Maryline née GRUSELLE
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CUSTINES
- Monsieur PETER Marc
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOEUF
- Monsieur PETITGENET Denis
Infirmier anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur PHULPIN Alain
Agent de maîtrise, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Mademoiselle PIERRARD Nancy
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PIGATO Pierre
Adjoint technique principal de 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame PILARDEAU Marie-Christine née PILARDEAU
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame PISSARRO Thérèse
Agent social de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON

- Mademoiselle POTTIER Sophie
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Mademoiselle PREVOT Laurence
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame QUIRIN Patricia née ROBIN
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHAMPENOUX
- Madame RAGARU Laurence née QUATREVAUX
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CERVILLE
- Madame RAIGUÉ Sylvie
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur RAMBEAUX Jean-Pierre
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de BELLEVILLE
demeurant à BELLEVILLE
- Monsieur RAMOS Anibal
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHANTEHEUX
- Madame RAOUL Emmanuelle
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur RAVAILLER Yves
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur RAVONI Aldo Roberto Aurélio
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame REDER Suzanne née VARIN
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de BELLEVILLE
demeurant à BELLEVILLE
- Madame REMY Maryline née ARNOUX
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAZERULLES
- Mademoiselle RENAUX Emmanuelle
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à LUDRES
- Madame REVOL Patricia née MARAZZI
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame RICHARD Françoise
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame RICHARD Jacqueline née RICHARD
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- Madame RIOUX Agnès née BOULANGÉ
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Mademoiselle ROBERT Isabelle
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
- Monsieur RODIER Philippe
Technicien supérieur hospitalier chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur RONDEAU Gilles
Agent de maîtrise, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LONGUYON de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Madame ROSE Sylvie née PÉRIÈRE
A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de CHALIGNY
demeurant à CHALIGNY
- Madame ROSSIGNOL Marie-Lis née SOTTIAUX
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS-LA-MONTAGNE
demeurant à VILLERS-LA-MONTAGNE
- Mademoiselle ROTH Muriel
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur ROUSSEL Philippe
Agent de maîtrise, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à VALHEY
- Madame SAILLARD Brigitte née LERENDU
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle SALM Sabine
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à SOMMERVILLER
- Monsieur SANZARO François
Agent de maîtrise, MAIRIE de AUBOUÉ

- demeurant à AUBOUÉ
- Mademoiselle SCANU Anne
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à ÉCROUVES
- Madame SCHNEIDER Catherine
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur SCHWEITZER Bernard
Contrôleur principal de travaux territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à REMÉRÉVILLE
- Madame SCHWEITZER Sylvie née FRANCOIS
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame SERVAIS Marie-Christine née PARMENTIER
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HAUCOURT-MOULAIN
- Madame SESMAT Catherine née SESMAT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur SIETZEN Jean-Christophe
Maître-Ouvrier, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame SIMONIN Sophie née RISSE
Infirmière titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur SINGER Jean-Michel
Adjoint technique de 2ème classe, O.P.H.L.M. de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur SIPP Xavier
Infirmier titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Mademoiselle SQUARZONI Emmanuelle
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Madame STENGEL Brigitte
Adjoint administratif de 1ère classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame STÉPHAN Emmanuelle née CLAUDON
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur TANDA Michel
Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TRIEUX
- Monsieur THERNOT Stéphane
Adjoint technique principal de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame THIERY Nelly née JACQUEMIN
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à NANCY
- Monsieur THIRION Clément
Aide-soignant de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BULLIGNY
- Madame THOMASSIN Chantal née BARTH
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à CUSTINES
- Madame THOUVENIN Dolorès née DA SILVA
Adjoint territorial d'animation de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à MAIZIÈRES
- Madame THOUVENOT Léa née GINESTE
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉNIL-LA-TOUR
- Monsieur TISSERANT Philippe
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à LAGNEY
- Mademoiselle TOUSSAINT Agnès
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Mademoiselle TUFFIGO Véronique
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur UGHETTI Bruno
Adjoint technique principal de 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à PULNOY
- Monsieur VACANT Régis
Aide médico-psychologique de classe supérieure, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à LONGWY
- Monsieur VALERIO Thiéry
Attaché, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur VALLY Philippe

- Rédacteur principal , CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame VAUBOURG Agnès née NOEL
Adjoint technique de 1^o classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à POMPEY
 - Madame VAUTRIN Marie-Christine née CREMEL
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DAMELEVIÈRES
 - Madame VERMUT Véronique née RIPAMONTI
Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - Madame VETIER Christine née VETIER
Ingénieur en chef de classe normale, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame VIAUD Anne-Marie née MACQUIN
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CLÉMERY
 - Madame VILLEMIN Yolande née ETIENNE
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame VINCHELIN Valérie née CAILLET
Adjoint administratif de 2^{ème} classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Monsieur WEISS Jean-Michel
Agent de maîtrise principal, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - Madame WINTER Nathalie
Adjoint technique de 2^{ème} classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LONGUYON de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
 - Madame WITRICH Sandrine née MUTZ
Agent de maîtrise, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à MONTREUX
 - Madame WITRICH Sandrine née MUTZ
Agent de maîtrise, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à MONTREUX
 - Madame WURTZ Patricia née BORELLA
Adjoint technique de 2^{ème} classe titulaire, COMMUNAUTE DE COMMUNES de HOMECOURT
demeurant à JOEUF
 - Monsieur WUST Georges
Moniteur éducateur titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Mademoiselle XELOT Claude
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Monsieur YOEUSLEY Jean-Jacques
Adjoint technique principal de 2^o classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AGINCOURT
 - Mademoiselle YOEUSLEY Sylvie
Adjoint administratif de 1^{ère} classe, MAIRIE de MALZÉVILLE
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame YUNG Karine née MOREL
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
 - Monsieur ZANARDO Serge
Educateur territorial des A.P.S hors classe, C. DE C. DU PAYS DE PONT A MOUSSON de PONT-À-MOUSSON
demeurant à CHAMPEY-SUR-MOSELLE
 - Madame ZANNETTI Valérie née JAMMES
Infirmière cadre de santé, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Médaille VERMEIL
- Madame ACKER Anne née GALLIOT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame ALBA Régine née CORNU
Adjoint technique de 2^{ème} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - Madame ANTOINE Monique née ANTOINE
Adjoint administratif hospitalier principal de 1^o classe, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur ARMBRUST Alain
Préparateur, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur AUBERT Bernard
Technicien supérieur territorial chef, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
 - Mademoiselle AUBIN Edith
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Mademoiselle AUBIN Edith
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT

- demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame AVELINE Maryline née ENAULT
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur BALANDIER Pascal
Ingénieur en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BALICOURT Gervaise née CHRETIEN
Educateur territorial des A.P.S. hors classe, C. DE C. DU PAYS DE PONT A MOUSSON de PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame BALLAND Marie Renée née BAUDOIN
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
- Madame BEAUSSIER Brigitte
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BÉGHIN Chantal née HICK
Agent social principal de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Madame BEITZ Isabelle née BEGARD
Aide-soignante classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Madame BELLANGER Nicole née MEYER
Rédacteur, MAIRIE de MONT-SAINT-MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Madame BELLOT Anne-Marie née GUILLEMIN
Agent d'accompagnement en restauration scolaire, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame BERBE Brigitte née GROSJEAN
Adjoint administratif principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame BERTOLOTTI Marie-Christine née LAURENT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur BETSCHER Alain
Agent de maîtrise, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur BIEVELOT Bernard
Rédacteur territorial principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame BOCQUILLON Pierrette née ARNOULD
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Madame BOEBION Marie Martine
Adjoint administratif principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame BONAL Marie-France née VERICEL
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CUSTINES
- Monsieur BONTÉ Michel André
Technicien supérieur chef, MAIRIE de TOUL
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Madame BOUCHAOUR Françoise née NENNIG
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame BRAILLARD Annie née GAND
Assistante maternelle, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à CHALIGNY
- Madame BROQUET Marie-Odile née BROQUET
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à NANCY
- Monsieur BROYEZ Serge
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Madame BUCHER Hervé
Maître-ouvrier, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame BUFFARD Marie-Madeleine
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Madame CABELLO Catherine née LEMASSON
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Madame CALAIS Catherine née CONNES
Rédacteur, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame CARRASCO Martine née FRANCOIS
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame CASTEL Marie-Madeleine née MICHEL

- Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Mademoiselle CHALLOIT Chantal
Adjoint technique, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame CHAPE Nadine née CHAPE
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARAINVILLER
 - Mademoiselle CHARLET Christiane
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULLIGNY
 - Mademoiselle CHATTON Agnès
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
 - Madame CHAUBARD Corinne née MARTIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur CHOLLOT Roland
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à LIVERDUN
 - Madame CLAUDE Annie née BERTRAND
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame COLLIGNON Marie-Thérèse née TRITZ
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ANOIX
 - Madame COMANDINI Sylvaine née PECCI
Attaché, MAIRIE de FROUARD
demeurant à GÉZONCOURT
 - Madame CONDI Anne-Marie née SALSMANN
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à AMANCE
 - Madame CONRAUX Elisabeth née CLEMENT
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame CORTEBEECK Joëlle née FONTAINE
Rédacteur, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
 - Monsieur CORTEBEECK Marc
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
 - Monsieur COSTA Bruno
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à ANTHELUPT
 - Mademoiselle CRABOUILLET Cécile
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à SAIZERAIS
 - Madame D'HIVER Christine née MEYER
A.T.S.E.M principal, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame DAUMAS Nadine née MESSIER
Agent de maîtrise, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à FROUARD
 - Madame DE ISEPPI Maryline née DE ISEPPI
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame DEBAR Marie-Hélène née DEBAR
Sage-femme de classe exceptionnelle, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame DEBUY Christine née AUBERT
Adjoint technique de 2ème, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Monsieur DEGBEGNON HOUSSOU Idelphonse
Adjoint administratif de 2ème classe, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
 - Mademoiselle DELANDRE Claudine
Manipulateur d'électroradiologie cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame DELAVAL Claudy née BEUCLAIR
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame DELIERE Christiane née DELIERE
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - Mademoiselle DELON Marie-Hélène
Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Monsieur DEMANGE Dominique
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à LUCEY

- Madame DEMESY Claudine née RIQUET
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VÉZELISE
- Monsieur DENILLE René
Cadre supérieur de santé, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à CHAVIGNY
- Madame DERANTON Catherine née WEISS
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur DEROZIER Jean-Marie
Attaché d'administration hospitalière, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur DESCAMPS Michel
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à MARON
- Madame DESHAYES Marie-José née DESHAYES
Adjoint administratif 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame DIEUDONNE Viviane née FERRI
Adjoint administratif hospitalier principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame DOSCH Marie-Chantal née SCHERRER
Secrétaire médicale classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur DUBOIS-POT Jean-Pierre
Directeur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DURAND Nelly
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame ELOY Laurence
A.T.S.E.M de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame FAIVRE Michèle née REBSTOCK
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUCQ
- Monsieur FASTREZ Patrick
Contrôleur de travaux territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur FAUTAIRE Jean-Marie
Agent technique principal de 1ère classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Madame FERY Pascale née FERY
Infirmière cadre supérieur de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur FREZÉ Jean-Luc
Adjoint technique 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame FROST Catherine née SCHEFFER
Aide-soignante classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame GARCENOT Corinne
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GARDEL Denis
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULLIGNY
- Madame GARNY Josette née HUOT-JEANMAIRE
Adjoint des cadres titulaire, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à HEILLECOURT
- Madame GAUGENOT Nadine née HUET
Assistant qualifié conservation de 2ème classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à LABRY
- Monsieur GENERAUX Marcel
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame GEORGE Geneviève née DENEUELAERE
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur GERARD Hubert
Rédacteur principal, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à FAVIÈRES
- Madame GERBER Sylvie née ULRICH
Puéricultrice de de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur GIMONDI Pascal
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à MEXY
- Monsieur GRAZIOSI Jean
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de MONT-SAINT-MARTIN

- demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Madame GROSPRETRE Francine née PETIT
Manipulateur d'électroradiologie cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur GROSSE Eric
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GUILLAUME Daniel
Adjoint technique principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GUYOT Bruno
Contrôleur territorial de travaux, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame HAOUY Patricia née AUBERT
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame HEQUET Denise née ROBINET
Adjoint administratif principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
- Madame HERRY Pascale
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame HEUBY Marie-Françoise
Sage-femme, CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU de NEUFCHATEAU
demeurant à NANCY
- Madame HEYMES Odile née BLANC
Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame HOUIN Martine née SPELTZ
Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur JADIN Bernard
Rédacteur chef, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à XERMAMÉNIL
- Monsieur JAMAIN Serge
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à HOMÉCOURT
- Monsieur JAMIS Philippe
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur JASMIN Eric
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- Madame JEANNEAU Patricia née JEANNEAU
Adjoint administratif hospitalier principal, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame JULIARD Françoise
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KLEIN Véronique née CAMPDORAS
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- Madame KNOBLOCH Claudine née LACHMANN
Assistante maternelle, CRECHE FAMILIALE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur KOCHLER Francis Maurice
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Monsieur KRAUTKRAEMER Daniel
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à MARBACHE
- Madame KUIJLAARS Françoise née LALLEMENT
Administrateur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame LAFFON Geneviève née REYNAUD
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame LAFFORGUE Geneviève née FRUCTUOSO
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MARON
- Monsieur LALEVEE Pascal
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LALISSE Agnès née SERRIERE
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame LAMBERT Marie-Thérèse
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS
NANCY
demeurant à LONGWY

- Mademoiselle LAMRANI Aicha
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur LAMULLE Jean-Marie
Agent de maîtrise territorial, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur LARUELL Serge
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LATASSE Odette née JACQUOT
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de AVRAINVILLE
demeurant à SANZEY
- Madame LE BIEZ Anne-Marie née VOURIOT
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame LECLERC Martine née BIGAUT
Assistant socio éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VÉZELISE
- Monsieur LEDOUX Philippe
Infirmier de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur LEICKNER Yves
Attaché territorial, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Monsieur LEMAIRE Jean-Luc
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur LEURENT François
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame LIZON AU CIRE Chantal née LIZON AU CIRE
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LORRAIN Claudine née MAJOREL
Puéricultrice classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame MACHIN Sylviane née HARTAR
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame MAGINOT Christiane née FRELIN
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur MAIRE Jean-Claude
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Monsieur MALLET Bruno
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame MANSUY Elisabeth née ANTOINE
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame MARCHAL Marie-josèphe née INNONCENTI
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ROYAUMEIX
- Monsieur MARON Patrick
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à LEYR
- Madame MARTIN Josiane née VAUGENOT
Adjoint administratif principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MARON
- Madame MARTINS Nelly née GALLOT
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame MASO Charlotte née JACQUART
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CRUSNES
demeurant à CRUSNES
- Monsieur MECRIN Michel
Ingénieur chimiste, C.H.U. de NANCY
demeurant à EULMONT
- Monsieur MEILER Jean-Louis
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur MELCHIOR François
Maître-ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT-MAX
- Madame MENGIN Monique
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur MERCIER Dominique
Directeur territorial, MAIRIE de NANCY

- demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur MERKLING Jacky
Infirmier cadre supérieur de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame MERTZ Michèle née BERTHIER
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VAUCOURT
- Madame MERVELAY Francine née LEFÈVRE
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame MESSAGER Joëlle née BLOTT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame MICHEL Martine née PEIGNIER
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Monsieur MIGOT Alain
Contrôleur, MAIRIE de TOUL
demeurant à LUCEY
- Monsieur MITTON Philippe
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur MONPEURT Claude
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame MONTAUT Pascale née MEYER
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MORANCHEL Bruno
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur MORGADO Ramon
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de MONT-SAINT-MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Madame MOUGEL GOSSE Maryse née MOUGEL
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUPCOURT
- Monsieur MOUGEOTTE Guy
Contrôleur de travaux, MAIRIE de NANCY
demeurant à BÉNAMÉNIL
- Monsieur MULLER Jean-Paul
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur NICOLAS Philippe
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Monsieur OHREL Yvon
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur OLDRINI Jean-Marc
Infirmier anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame ORPEL Marie-Jeanne née VILANOVA
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à THÉLÉOD
- Madame ORY Patricia née LEMOINE
Adjoint technique 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur OTT Jean-Marie
Maître-ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BICQUELEY
- Madame OUDARD Ghislaine
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Madame PAGLIERO Michel
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur PAPROCKI Jean-Michel
Aide-soignant de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à ÉCROUVES
- Madame PAQUIN Lucette née PUCHOT
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame PARISSET Brigitte née MATHIEU
Assistant socio-éducatif Educatrice spécialisée, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à TOMBLAINE
- Madame PAYMAL Colette
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur PEIGNIER Daniel

- Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur PERRAIN Luc
Infirmier cadre, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à HAUDONVILLE
 - Monsieur PERRIN Marc
Adjoint technique principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Monsieur PESCHEL Jean-Louis
Attaché principal, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à POMPEY
 - Madame PESCHEL Monique née HAYE
Adjoint administratif hospitalier principal de 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
 - Madame PETIT Dominique née BURET
Adjoint administratif de 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame PETITCOLAS Odile née PETITCOLAS
Aide-soignante classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Monsieur PIERRE Philippe
Educateur territorial des APS hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame PIERRET Véronique née MAINGOT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HUDIVILLER
 - Madame PINAUD Murielle née PINAUD
Assistant qualifié de conservation hors classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur POLEGATO Gérard
Directeur de soins de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame PONTHEUX Nadine née PONTHEUX
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Monsieur POUILLOUX Ivan
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame POUTOT Jean-Louis
Adjoint technique principal de 2ème classe, C. DE C. DU PAYS DE PONT A MOUSSON de PONT-À-MOUSSON
demeurant à CHAMPEY-SUR-MOSELLE
 - Madame PUZIAK Yvette née PUZIAK
Assistant qualifié de conservation 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HERSERANGE
 - Madame RAVENEL Patricia née LORENTZ
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame RECEVEUR Danielle née GARDON
Agent territorial spécialisée des écoles maternelles, SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE DAMELEVIÈRES de DAMELEVIÈRES
demeurant à DAMELEVIÈRES
 - Monsieur REINE Yves
Agent technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - Madame REINICHE Madeleine née NISS
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame RICHARDOT Edith née RICHARDOT
Puéricultrice cadre santé, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame RICHET Marie-Noëlle née MANESSIER
Adjoint administratif 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur RICHY Jean-Michel
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
 - Madame RICOU Angèle née LUMIA
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à FOUG
 - Monsieur ROBERT Bernard
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - Madame ROBIN Ghislaine née MULLET
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-SOUS-AMANCE
 - Monsieur ROBSON Claude
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame ROCZNIK Claudine née DUCROCQ
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de FAULX

- demeurant à FONTENOY-SUR-MOSELLE
- Monsieur ROESENER Robert
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur ROMBACH Claude
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à POMPEY
- Monsieur ROYER Patrice
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame ROZENFARB Martine née WOLINER
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Mademoiselle RUBERT Fabienne
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à HAGÉVILLE
- Monsieur RUBERT Patrice
Adjoint technique 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Madame RUHLAND Annie née RUHLAND
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur SALTEL Eric
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur SARAZAIN Gilles
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur SCHLAUDER Denis
Agent de maîtrise, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur SCHMITT Bruno
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame SCHWARTZ Christine née BOUR
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Monsieur SERRIÈRE Gilles
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur SIMONIN Bernard
Agent de maîtrise, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame SOBALAK Patricia
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur SOULIGNAC Patrick
Rédacteur chef, MAIRIE de MONT-SAINT-MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Mademoiselle STEINERT Brigitte
A.T.S.E.M. principal de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur TESSON Bruno
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame THIL Joëlle née AUCREMANE
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame THOUVENIN Annick née BLAISE
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Mademoiselle THOUVENOT Josette
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame TURRI Myriam née TREVIGLIO
Diététicienne de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur UDRON Pascal
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame VALOT Bernadette née BERNARD
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur VASSÉ Joël
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de HOUEMONT
demeurant à HOUEMONT
- Monsieur VAUTRIN Bernard
Adjoint technique 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HOUELMONT
- Madame VIARD Joëlle née BALTER

- Rédacteur, MAIRIE de METZ
demeurant à VANDIÈRES
- Monsieur VOIRY Patrice
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Madame VOYAT Christiane née DONETTI
Secrétaire, MAIRIE de MANCE
demeurant à LANDRES
 - Madame WALTER Maryse née MISSLER
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGUYON
 - Madame WEYAND Louisette
Agent de service, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame ZIEMONS Myriam née BARRÉS
Attaché commercial, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Médaille OR
- Monsieur ANDRÉ Yves Maurice
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de TOUL
demeurant à LUCEY
 - Monsieur ANDRÉANSKI Philippe
Educateur APS hors classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL DE FENSCH de HAYANGE
demeurant à LONGWY
 - Madame AUMONT Monique née MASSOIR
Adjoint technique 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame BAGNON Véronique
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame BAK Brigitte
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame BANNEROT Véronique née CUNY
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CEINTREY
 - Madame BARBAS Annick née AVELINE
Adjoint administratif hospitalier principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur BARUCCI Dino
Attaché principal, Directeur Général des Services, MAIRIE de MONTAIS-LA-MONTAGNE
demeurant à MANCEUILLES
 - Madame BASTIEN Sylvie née FROIDEVAUX
Maître-ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à THÉLOD
 - Mademoiselle BAUDIN Monique
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à AUTREVILLE-SUR-MOSELLE
 - Monsieur BECK François
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Mademoiselle BEDEL Marie-Claude
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Monsieur BEN ATTAR Frédéric
Professeur artistique hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur BIBIANNE Bruno
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à EULMONT
 - Monsieur BILDE Guy
Ingénieur en chef de classe normale, MAIRIE de METZ
demeurant à LESMÉNILS
 - Mademoiselle BOCCIARELLI Michèle
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame BOFFIN Martine
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER de PONT À MOUSSON
demeurant à DIEULOUARD
 - Madame BOUCHER Bernadette
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAIZIÈRES
 - Madame BOULENGER Christine née DE SA
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur BOURGAUX Guy
Agent chef de 2° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur BOUZOM-COUCHOT Claude (En retraite)
Technicien supérieur chef, S.I.V.O.M SIOULE ET BOUBLE de GANNAT

- demeurant à ÉCROUVES
- Madame BRAAS Joëlle née HUBERT
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur BRIGNON Michel
Agent de maîtrise principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BRONNER Marie-José née BRANGER
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame BRUNGARD Marie-Jeanne née KUSSLER
Rédacteur territorial chef, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame CABLE Evelynne née FARNIER
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame CHADÉE Annick née JACQUE
Rédacteur chef, MAIRIE de LEXY
demeurant à LEXY
- Madame CHAMPMARTIN Marie-Odile née CHAMPMARTIN
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LENONCOURT
- Madame CHAPPE Françoise née TROCME
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame CHARDIN Odile née DESALVADOR
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame CHASSARD Claudine née VERRIER
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Madame CHIFFLET-ARIF Elisabeth née CHIFFLET
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur CHINELLATO Eric
Conducteur ambulancier hors catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Monsieur CLEMENT Francis
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VELLE-SUR-MOSELLE
- Mademoiselle COIMBRA Catherine
Agent des Services Hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle COLAS Bernadette
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur CORNEVAUX Jean-Paul
Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame COTE Bernadette née DORMONT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame CREN Chantal née RITTER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame DALLE Jocelyne née ANDRE
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur DALMAS Alain
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Mademoiselle DARE Patricia
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à AUBOUÉ
- Madame DARROUX Martine née CHARPENTIER
A.T.S.E.M. de 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DEL MANCINO Janine née BAGARD
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame DIDIER Ghislaine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DUBAS Jocelyne
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
- Madame DUPAS Marie-France née CHARBONNIER
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame DURAND Martine née DESCHAMPS

- Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à FAVIÈRES
- Monsieur ERPELDING Pascal
Agent de maîtrise, C. DE C. DU BASSIN DE POMPEY de POMPEY
demeurant à LIVERDUN
 - Madame FABRY Maryse née FRANCOIS
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur FARCY Patrick
Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame FAVRE Elisabeth née LEGRAND
Diététicienne cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LOISY
 - Madame FERET Marie-Paule née HUSSARD
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame FERRIER Geneviève née AGAM
Attaché d'administration hospitalière, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Monsieur FISCHER Denis
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame FONTAINE Evelyne
Puéricultrice cadre de santé, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Monsieur FORT Jean-Loup
Rédacteur chef, MAIRIE de SAIZERAIS
demeurant à TOUL
 - Monsieur FOUGERON Gilbert
Adjoint administratif hospitalier principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUEMONT
 - Monsieur FRANQUET Patrick
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Monsieur FRIGERIO Jean-Pierre
Dessinateur principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Monsieur GAIRE Pascal
Ingénieur en chef de classe normale, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à POMPEY
 - Monsieur GALASSI Jean-Louis
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de AUBOUÉ
demeurant à VALLEROY
 - Madame GATTO Evelyne née SCHOLLER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à MONT-LE-VIGNOBLE
 - Monsieur GERARD Dominique
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
 - Madame GODENIR Ghislaine née MARTZEL
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame GOURNET Nadine née GRILLOT
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame GRANDEMANGE Dominique née GRANDEMANGE
Agent des services hospitaliers qualifiés, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame GRASSI Marie-Hélène née CHAPUIS
Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur HANS Gilbert
Adjoint technique principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur HARMAND Denis
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - Madame HAUDOT Jacqueline
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame HEULARD Josette
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame HOUVER Anne-Marie née GILLET
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame HUIN Nadine née LELENDRE
Agent des services hospitaliers qualifiés, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur ISER Jean-Paul
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE DE COMMUNES de LUNEVILLE
demeurant à HÉRIMÉNIL
- Madame IUNG Christine née RENAUD
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame JACQUEL Marie-Odile née MAHAUT
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur JACQUINET Hervé
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame JANIN Martine née JANIN
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Madame JANNY Evelyne née JANNY
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame JEANPIERRE Marie-José née ADAM
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame KACI Jocelyne née BOYAT
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Monsieur KEMPF Philippe
Contrôleur travaux en chef territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur KLOPP Gérard
Technicien supérieur hospitalier, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à AINGERAY
- Monsieur KUNTZ Pierre
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de AUDUN-LE-TICHE
demeurant à VILLERUPT
- Madame LAGAPPE Yolande née DRONE
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame LAMBING Jocelyne née DUFOUR
Aide-soignante classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CUSTINES
- Mademoiselle LAMBOLEY Sylvie
Adjoint administratif hospitalier principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame LAMBOTTE Yolande née THOMAS
Rédacteur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur LANG Francis
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame LARTOIS Dominique née NIDERLEIDNER
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Madame LE MAUFF Anne née ROUYER
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à PULLIGNY
- Madame LE SAYEC Sylvie née MATTON
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LEDOUX Michèle née CHRISTOPHE
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame LEJEUNE Patricia née CLOSSON
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame LEMOINE Chantal née PHILIPPOT
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de PONT À MOUSSON
demeurant à JEZAINVILLE
- Madame LEMOINE Dominique
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE LA HAUTE-MARNE ANDRE BRETON de SAINT-DIZIER
demeurant à NANCY
- Monsieur LOHR André
Maître-ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur LOMBARD Denis
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur LOUAIL Camel
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame LUCOT Sylvie née ERARD
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY

- demeurant à DOMGERMAIN
- Madame MARCHAL Maryline née VIN DIT DUBROSKY
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à XERMAMÉNIL
- Monsieur MARON Jean-Luc
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur MAS Michel
Attaché principal, O.P.H.L.M. de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame MASIELLO Angéline née MARTINEZ
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MAULARD Christian
Cadre socio-éducatif, RESEAU EDUCATIF DE M. ET M. DIRECTION LAXOU de LAXOU
demeurant à HEILLECOURT
- Madame MAURICE Mireille née GARBARINI
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame MEYER Martine née THIRION
Adjoint technique de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame MIALLAUD Catherine née DAVID
Agent des Services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Madame MISSENAIRE Brigitte
Préparateur en pharmacie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame MORIAU Marie-Reine née HILAIRE
Maître-ouvrier, MAISON DE RETRAITE de THIAUCOURT REGNIÉVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Madame MOUTON Marie-France née ROLLIN
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Madame MUEL Mireille née RITTER
Maître-ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANDÉCOURT
- Monsieur MUNIER Yves
Adjoint principal du patrimoine 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame NICKAES Marie-Odile née FERRARI
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUCEY
- Mademoiselle NIMSGERN Marie-Odile
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame OTTENIN Martine née ISENBART
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle PALKA Marie-Rose
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PAQUOTTE Yvon
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PARCOLLET Francis
Conseiller principal de 1ère classe, LE DISTRICT URBAIN DE FAULQUEMONT de FAULQUEMONT
demeurant à LESMÉNILS
- Monsieur PAX Alexandre
Infirmier classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame PEIGNIER Catherine née BAEUMLER-ROUSSELLE
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
- Madame PERRARD Françoise née CREMEY
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame PERRIN Sylvia née OZZA
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à TONNOY
- Mademoiselle PICARD Pascale
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame PICAUT Marie-Paule née ALBERT
Assistant Socio-éducateur-Educateur spécialisé, CENTRE HOSPITALIER de JURY-LES-METZ
demeurant à LANFROICOURT
- Monsieur PIERRE Bernard
Adjoint des cadres hospitaliers de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à LAXOU
- Madame PIERROT Martine née GALTIER

- Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur PIOT Pascal
Educateur territorial des A.P.S. hors classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de LUNEVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame POINSIGNON Chantal née LAURENT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à EINVILLE-AU-JARD
 - Monsieur POULAIN Jean-Luc
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame RAYBOIS Marie-Chantal née BADER
Adjoint administratif principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à TRONDES
 - Monsieur REDONNET Christian
Maître-ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - Monsieur REMY Bruno
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
 - Madame ROBILLOT Colette née BERR
Bibliothécaire territoriale, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à EULMONT
 - Madame ROBIN Dominique née ROBIN
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame ROSSI Anne-Marie née ROSSI
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
 - Monsieur ROUSSEL Didier
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur ROYER André
Agent chef, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Monsieur RUCQUOY Jacques
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULLIGNY
 - Madame SAKIEWICZ Nicole née BERTRAND
Rédacteur territorial, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur SAKOWICZ Daniel
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle SALEZ Elisabeth
Educateur territorial des APS 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SCHEHER Lucien
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame SCHELLENBERGER Muriel née BOIVIN
Infirmière cadre supérieur de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur SENERES René
Agent de maîtrise, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame SERVAIS Evelyne née ALLARD
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SIBILLE Yves
Infirmier de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à NANCY
 - Madame SIMON Claudine née CAILEUX
Maître-ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur SOULIER Jean-Pierre
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame STAUB Agnès
Adjoint administratif principal 1ère classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à LUDRES
 - Monsieur TERLE Marcel
Adjoint technique de 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Monsieur UDOT Michel
Technicien supérieur principal, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOMBLAINE
 - Madame ULLMANN Christiane née GRANDJEAN
Secrétaire médicale classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Madame VAIMBOIS Marie-France née REMY
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur VALENTIN Jacques
Garde champêtre, MAIRIE de GRAND-FAILLY
demeurant à GRAND-FAILLY
- Monsieur VAUTRIN Michel
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame VIARDOT Annick née BIOTTE
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur VICAIRE Jean-Marie
Educateur de jeunes enfants de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur VILLAUME Daniel
Infirmier de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur VILLEMINOT Gilles
Adjoint technique principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame VIVIERS-TURCK Pierrette née TURCK
Adjoint technique principal de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Madame VOREAUX Michèle née BRETNACHER
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur WAUTELET Jacques
Conducteur ambulancier hors catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame WEBER Monique née MARCHAL
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame XAE Martine née VAUTRIN
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur YOEUSLEY Jean-Paul
Agent de maîtrise, C. DE C. DU BASSIN DE POMPEY de POMPEY
demeurant à LIVERDUN

Article 3 : Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 décembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur DEPARIS Robert
3 route de Mancieulles
54150 ANOUX
- Monsieur KRUX Gilbert
6 rue du Général Maud'Huy
54240 JOEUF
- Monsieur VALENTINI Serge
29 rue du Payel
54620 PIERREPONT
- Monsieur LEONARD Michel
31 rue Guy Moquet
54490 JOUDREVILLE
- Madame PIERSON Michèle
2 rue du Viaduc
54890 WAVILLE
- Monsieur MANSUY Pascal
66 rue des champs
54430 REHON
- Monsieur REBOUCHE Pascal
2 rue de la Chavée
54150 MANCE
- Monsieur OKON Denis
1 impasse Saint-Paulia
54800 JARNY
- Monsieur STRAPPAZZON Albin
rue Eugène Eudot
54800 LABRY
- Monsieur D'INNOCENZO Dominique
32 rue du Père Blanc
54400 LONGWY

- Madame LOCARINI Corinne
6 allée de l'Yonne
54860 HAUCOURT-MOULAIN
- Monsieur DESSIRIER Léon
129 rue Jean Mermoz
54700 PONT-A-MOUSSON
- Monsieur FRECHER Michel
12 rue Jules Ferry
54610 SIVRY
- Monsieur MAS Claude
6 rue des Carrières
54114 JEANDELAINCOURT
- Monsieur LEHMANN René
37 boulevard Jean-Jaurès
54000 NANCY
- Monsieur SOUM Christian
33 rue Lucien Galtier
54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur GROSJEAN Frédéric
1 rue de la Source
54850 MEREVILLE
- Madame THEVENY Jacqueline
146 bis rue Jeanne d'Arc
54000 NANCY
- Monsieur PELLETIER Manuel
94 rue du Bas de la Côte
54710 LUDRES
- Madame BUREL Marie-Josée
4 rue Laënnec
54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur VINCENT Lionel
1 rue J. Moulin
54710 LUDRES
- Monsieur PORT Claude
55 rue du Champ de Foire
54200 TOUL
- Monsieur CHEVREUIL Raymond
51 allée des Dahlias
54200 DOMMARTIN-LES-TOUL

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à madame la ministre des Sports.

Nancy, le 13 décembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Service interministériel de défense et de la protection civile

Extrait de l'arrêté n° 2/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Les dossiers communaux d'information joints aux arrêtés préfectoraux n°08, 16, 42, 88, 93, 05, 14, 21, 40, 43, 74, 115, 121, 124, 131, 136 du 17 février 2006, relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs annulent et remplacent les dossiers annexés aux arrêtés préfectoraux mentionnés au présent article.

Article 2 : Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes intéressées, à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site Internet : l'Etat pour la Meurthe-et-Moselle « www.meurthe-et-moselle.gouv.fr ».

Article 3 : Les services de l'Etat et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 3/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°5 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d'Art-sur-Meurthe.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune d'Art-sur-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 4/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°8 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d'SUR-MOSELLE.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune d'SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 5/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°14 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de .

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 6/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°16 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de .

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 7/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°21 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de BLAINVILLE-SUR-L'EAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 8/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°40 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de DAMELEVIERES.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de DAMELEVIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 9/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°42 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de .

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 10/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°43 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 11/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°74 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 12/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°88 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de .

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 13/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°93 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de .

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 14/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°115 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de ROSIERES-AUX-SALINES.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 15/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°121 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 16/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°124 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de SOMMERVILLER.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de SOMMERVILLER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 17/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°131 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de VARANGEVILLE.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de VARANGEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 18/2011/SIDPC du 31 janvier 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°136 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de VIGNEULLES.

Article 2: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3: Les services de l'Etat et le maire de la commune de VIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 31 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2011 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2011 est fixé ainsi qu'il suit :

DATES	MANIFESTATIONS	ORGANISMES
Mercredi 19 janvier au dimanche 13 février Avec quête le 6 février	Campagne de solidarité et de citoyenneté	La jeunesse au plein air
Vendredi 28 janvier au dimanche 30 janvier Avec quête tous les jours	Journées mondiales des lépreux	Fondation Raoul FOLLEREAU Association Saint-Lazare
Samedi 29 janvier et dimanche 30 janvier Avec quête les 29 et 30 janvier	Journées contre la lèpre	Œuvres hospitalières de l'ordre de Malte
Vendredi 4 février Pas de quête	L'Arc par connection internet	ARC
Lundi 14 mars au dimanche 20 mars Avec quête les 19 et 20 mars	Semaine nationale des personnes handicapées physiques	Collectif Action Handicap
Lundi 14 mars au dimanche 20 mars Avec quête les 19 et 20 mars	Semaine nationale des personnes handicapées physiques	Œuvres hospitalières de l'ordre de Malte
Lundi 21 mars au dimanche 27 mars Avec quête les 26 et 27 mars	Campagne nationale de lutte contre le cancer	Ligue contre le cancer
Lundi 21 mars au dimanche 27 mars Pas de quête	Campagne du Neurodon	Fédération pour la recherche sur le cerveau
Vendredi 1, samedi 2 et dimanche 3 avril Avec quête tous les jours	Journées « Sidaction »	SIDACTION
Lundi 28 mars au vendredi 8 avril Avec quête tous les jours	Animations régionales	
Lundi 2 mai au dimanche 8 mai Avec quête tous les jours	Campagne de l'œuvre nationale du Bleuet de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleuet de France)
Samedi 14 mai au samedi 21 mai Avec quête tous les jours	Campagne nationale de la Croix Rouge Française	La Croix Rouge Française
Lundi 16 mai au dimanche 29 mai Avec quête le 22 mai	Quinzaine de l'Ecole publique Campagne « Pas d'école, pas d'avenir ! »	Ligue de l'enseignement
Lundi 23 mai au dimanche 29 mai Avec quête le 29 mai	Semaine nationale de la famille	Union nationale des associations familiales (U.N.A.F.)
Vendredi 27 au Dimanche 29 mai Avec quête les 27, 28 et 29 mai	Journées de la Fondation pour la Recherche Médicale	Fondation pour la recherche Médicale
Lundi 30 mai au dimanche 5 juin Pas de quête	Campagne nationale « enfants et santé »	Fédération nationale « enfants et santé »
Lundi 13 juin au dimanche 26 juin Avec quête les 25 et 26 juin	Aide au départ en vacances des enfants et des jeunes	Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (U.F.C.V.)
Mercredi 13 et jeudi 14 juillet Avec quête les 13 et 14 juillet	Fondation Maréchal De Lattre	Fondation Maréchal De Lattre

DATES	MANIFESTATIONS	ORGANISMES
Lundi 19 au dimanche 25 septembre Avec quête les 24 et 25 septembre	Semaine nationale du cœur	Fédération française de cardiologie
Samedi 17 au jeudi 22 septembre Avec quête tous les jours	Sensibilisation du public à la maladie d'Alzheimer	France Alzheimer
Dimanche 25 septembre au dimanche 2 octobre Avec quête les 1 ^{er} et 2 octobre	Journées nationales des associations des personnes aveugles et malvoyantes	Confédération française pour la promotion sociale des aveugles et amblyopes (CFPSAA)
Lundi 3 octobre au dimanche 9 octobre Quête tous les jours	Journées de solidarité des associations de l'U.N.A.P.E.I. « opération brioches »	Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et leurs amis
Lundi 17 octobre au dimanche 23 octobre Pas de quête	semaine nationale des retraités et personnes âgées "semaine bleue"	Union Nationale Interfédérale des Oeuvres et Organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)
Samedi 29 octobre au mardi 1 ^{er} novembre Avec quête tous les jours	Journée nationale des sépultures des « Morts pour la France »	Le Souvenir Français
Mercredi 2 novembre au dimanche 13 novembre Avec quête tous les jours	Campagne de l'œuvre nationale du Bleuet de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleuet de France)
Samedi 19 et dimanche 20 novembre Avec quête	Journées nationales du Secours Catholique	Le Secours Catholique
Lundi 14 novembre au dimanche 27 novembre Avec quête les 20 et 27 novembre	Campagne contre les maladies respiratoires	Comité national contre les maladies respiratoires
29 novembre au lundi 5 décembre Animations régionales Jeudi 1 ^{er} décembre (journée mondiale) Avec quête tous les jours	Journée mondiale de lutte contre le SIDA	SIDACTION
Jeudi 1 ^{er} décembre Avec quête	Journée mondiale de lutte contre le SIDA	AIDES
Vendredi 2 décembre au dimanche 11 décembre Avec quête les 2, 3 et 4 décembre	Téléthon	Association française contre les myopathies
Lundi 5 décembre au 24 décembre Avec quête tous les jours	Collecte nationale des Marmites de l'Armée du Salut	Armée du Salut

Article 2 - Seuls les œuvres et organismes désignés par les départements ministériels qui exercent sur eux un pouvoir de tutelle, peuvent être autorisés à participer aux opérations de collectes, dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3 - Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon apparente, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

Article 4 - M. le secrétaire général de la préfecture, MM. les sous-préfets, Mmes et MM. les maires, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le directeur départemental de la cohésion sociale, M. l'inspecteur d'académie, M. le directeur départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire (« OGF SA, la galerie funéraire » 158, avenue du 69ème régiment d'infanterie - 54270 ESSEY-LES-NANCY)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement formulée par Monsieur Roland Yves LEFEBVRE, gérant de l'entreprise de pompes funèbres « OGF SA, la galerie funéraire » 158, avenue du 69ème régiment d'infanterie - 54270 ESSEY LES NANCY,

ARRETE

Article 1er - L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 - Le numéro d'habilitation est 99-54-128,

Article 3 - La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Roland Yves LEFEBVRE
- Monsieur le Maire d'ESSEY LES NANCY
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 21 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY - Dossier n° 2010/0403

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé AUTOMAX Garage CIRELLI 47 rue de Lorraine 54135 MEXY présentée par Monsieur Enzo CIRELLI ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Enzo CIRELLI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0403.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Enzo CIRELLI.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Enzo CIRELLI, 47 rue de Lorraine 54135 MEXY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MEXY et du Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 24 janvier 2011

Pour le préfet,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant fermeture administrative d'un débit de boissons (« Club 54 » sis 17, rue de Serre à NANCY)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le rapport de M. le directeur départemental de la sécurité publique faisant apparaître que l'établissement à l'enseigne "Club 54" sis 17, rue de Serre à NANCY (54000) est à l'origine de troubles portant atteinte à la tranquillité et à l'ordre publics ;

CONSIDERANT que suite à l'intervention de la police nationale, le 15 septembre 2010, il a été relevé les éléments suivants :

- bagarre entre deux clients de l'établissement dont l'un a reçu deux coups de couteau au niveau de la gorge et de la cuisse droite, entraînant une ITT de dix jours ;

- reconnaissance par l'auteur des coups, lors de son audition, de sa consommation excessive de boissons fortement alcoolisées, notamment dans l'établissement dénommé « Club 54 » ;
- reconnaissance par la personne ayant accompagné l'auteur des coups, qu'ils avaient déjà consommé beaucoup d'alcool dans un premier bar avant de pénétrer dans le « Club 54 » ;

VU l'audition du gérant, Monsieur Jean Michel GUY le 15 septembre 2010 par les services de police nationale à Nancy ;

VU les observations écrites et orales fournies par le gérant le 9 novembre 2010;

CONSIDERANT que ces observations n'ont pas apporté d'éléments de nature à écarter la responsabilité de l'exploitant du « Club 54 » ;

CONSIDERANT la nécessité de préserver l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics ;

ARRETE

Article 1er - Une fermeture administrative du débit de boissons à l'enseigne « Club 54 » sis 17, rue de Serre à NANCY (54000) est prononcée pour une durée d'un mois.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Jean Michel GUY, gérant de l'établissement,

et dont une copie sera adressée au :

- Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales et de l'Immigration ;

- Maire de NANCY.

Nancy, le 28 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

- *Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY CEDEX.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Centre de récupération de points - Agrément n° 54-23 - Extrait de l'arrêté du 1^{er} février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Jean François LEROUX et Monsieur Guillaume LEROUX, dirigeants de l'établissement LR FORMATIONS ;

CONSIDERANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

ARRETE

Article 1er – LR FORMATIONS, située 8 impasse de l'Artois BP 1057 à MAROMME (76152) représenté par son gérant M. François LEROUX et Monsieur Guillaume LEROUX est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractionnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -23;

Article 2 – Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants ;

Article 3 – Les stages auront lieu dans les endroits suivants :

- à LUNEVILLE REHAINVILLER (54300): HOTEL CAMPANILLE 17 route des Vosges RN 4 Lieu dit « chaufontaine »

- à VANDOEUVRE LES NANCY (54500): HOTEL CAMPANILLE 1 avenue de l'Europe

- à PONT A MOUSSON LESMENILS (54700): HOTEL CAMPANILLE Lieu dit « du Grand Pré » ZA de Lesménils

- à BRIEY (54150): HOTEL ASTER 1 avenue de l'Europe

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- Monsieur le sous-préfet de BRIEY

- Monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE

- Monsieur le sous-préfet de TOUL

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Monsieur le maire de BRIEY

- Monsieur le maire de LUNEVILLE

- Monsieur le maire de REHAINVILLER

- Monsieur le maire de VANDOEUVRE LES NANCY

- Monsieur le maire de PONT A MOUSSON

- Monsieur le maire de LESMENILS

- Monsieur François LEROUX

- Monsieur Guillaume LEROUX

Nancy, le 1^{er} février 2011

Pour le préfet et par délégation,
L'adjointe au chef de bureau,
Sabine CHOIGNOT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté interpréfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat

Le préfet de la Meuse,
Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

CONSIDERANT que le mandat de 6 ans des membres de la commission locale de l'eau du bassin ferrifère, autres que les représentants de l'Etat, désignés par arrêté inter préfectoral SGAR-287 du 19 août 2004 modifié, est arrivé à échéance le 19 août 2010 ;

CONSIDERANT que des modifications sont intervenues dans la réorganisation des services de l'Etat aux niveaux départemental et régional ;

AR R E T E N T

Article 1 : Composition de la commission locale de l'eau

La commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère est composée de 50 membres, répartis en trois collèges distincts :

- le collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux composé de 26 membres (tableau A : liste nominative annexée au présent arrêté) ;
 - le collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées composé de 13 membres (tableau B : liste annexée au présent arrêté) ;
 - le collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics composé de 11 membres (tableau C : liste annexée au présent arrêté).
- La CLE comporte trois sous commissions : Orne, Chiers et Bassins Nord.

Article 2 : Durée du mandat des membres de la commission et modalité de représentation

La durée du mandat des membres de la commission locale de l'eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six années, à compter de la date de signature du présent arrêté. Ils cessent d'en être membres, s'ils perdent les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés. En cas d'empêchement, un membre peut donner mandat à un autre membre du même collège. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de la commission, il est pourvu à son remplacement, dans les conditions prévues pour sa désignation, dans un délai de deux mois à compter de cette vacance, pour la durée du mandat restant à courir. Les fonctions des membres de la commission locale de l'eau sont gratuites.

Article 3 : Désignation de personnes compétentes

Des personnes compétentes susceptibles d'apporter une contribution aux travaux de la commission et des sous-commissions géographiques peuvent être désignées pour être associées aux travaux de la commission locale de l'eau, sans en être membres.

Article 4 : Election du président de la CLE

Le président de la commission locale de l'eau est élu, en leur sein, par les membres du collège des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des établissements publics locaux.

Article 5 : Règles de fonctionnement

Conformément à l'article R. 212-32 du code de l'environnement, la commission se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de son président une fois élu.

Elle élabore ses règles de fonctionnement.

Le président fixe les dates et les ordres du jour des séances de la commission, qui sont envoyés quinze jours avant la réunion.

Les délibérations de la commission sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, la voix du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Toutefois, la commission ne peut valablement délibérer sur ses règles de fonctionnement ainsi que sur l'adoption, la modification et la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint après une seconde convocation, la commission peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les délibérations mentionnées à l'alinéa précédent doivent être adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La commission locale de l'eau auditionne des experts en tant que de besoin ou à la demande de cinq au moins des membres de la commission.

Article 6 : Préfet responsable de la procédure

Le Préfet de région Lorraine, Préfet de la Moselle, est chargé de suivre, pour le compte de l'Etat, la procédure d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin ferrifère.

Article 7 : Exécution et publicité de l'arrêté

Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Verdun et Thionville, les chefs des services déconcentrés de l'Etat intéressés, et notamment les directeurs départementaux des territoires de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine, délégué de bassin Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié :

- au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle,
- sur le site www.gesteau.eaufrance.fr,
- sur le site internet de la Préfecture :
 - * de Meurthe-et-Moselle (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr « Environnement – Eau »),
 - * de la Meuse (www.meuse.gouv.fr « Procédures environnementales – Eau »),
 - * de la Moselle (www.moselle.gouv.fr « Grands dossiers – Eau »).

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Le préfet de la Meuse,
Colette DESPREZ

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Christian GALLIARD de LAVERNEEE

A - COLLEGE DES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX
(Annexé à l'arrêté 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011)

STRUCTURES	MEMBRES	Sous-commissions		
		Orne	Chiers	Bassins Nord
Conseil régional	M. Jean-Marc FOURNEL, Conseiller Régional,	X	X	X
Conseil général de la Meuse	M. Yves PELTIER, Vice-Président	X	X	
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	M. Christian ARIES, Conseiller Général	X	X	X
Conseil général de la Moselle	M. Patrick WEITEN, Vice-Président,	X		X
Association départementale des maires de la Meuse	M. Simon WATRIN, maire de ROUVROIS-SUR-OTHAIN		X	
	M. Christophe CAPUT, maire de DOMMARY BARONCOURT		X	
	M. Bernard BERTRAND maire de VAUX-DEVANT-DAMLOUP	X		
Association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle	M. Alain MERCIER, maire de DONCOURT-LES-CONFLANS	X		
	M. Jean-François BENAUD, maire de MANCE	X		
	M. Simon STACHOWIAK, maire de TUCQUEGNIEUX	X		
	M. André FERRARI, maire de COSNES et ROMAIN		X	
	M. Philippe FISCHESSE, maire de DOMPRIX		X	
	M. Jean-François DAMIEN, maire de GRAND FAILLY		X	
	Mme Annie SILVESTRI, maire de THIL			X
Association départementale des maires de la Moselle	M. Philippe DAVID, maire d'HAYANGE			X
	M. Denis SCHITZ, maire de TRESSANGE.			X
	M. Henri BOGUET, maire de FONTOY.			X
	M. Patrick WANT, maire de ROCHONVILLERS			X
	M. Pierre KELLER, maire d'AMANVILLERS	X		
EPL	M. Michel CAUSIN, Président du Syndicat Intercommunal du Contrat de Rivière Woigt,	X		
	M. Lucien MAZZOCO, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Piennes,		X	
	M. François BRELLE, Président du Syndicat intercommunal AEP de la région de Mangiennes,,		X	
	M. ECKERT, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Fontoy-Vallée de la Fensch			X
	M. Fabrice CERBAI, représentant la communauté d'agglomération du Val de Fensch			X
Représentant du Parc naturel régional de Lorraine	M. Daniel GUILHEN, vice-président du Parc naturel régional de Lorraine	X		
Représentant de l'établissement public de l'aménagement de la Meuse et de ses affluents	Mme Morgane PITEL, Présidente du Syndicat Intercommunal des Affluents de la Chiers		X	

B - COLLEGE DES REPRESENTANTS DES USAGERS, DES PROPRIETAIRES RIVERAINS, DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET DES ASSOCIATIONS CONCERNEES
(Annexé à l'arrêté 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011)

STRUCTURES	MEMBRES	Sous-commissions		
		Orne	Chiers	Bassins Nord
Chambres d'agriculture	1 représentant de la Chambre d'Agriculture de la Meurthe et Moselle	X		
	1 représentant de la Chambre d'Agriculture de la Meuse,		X	
	1 représentant de la Chambre d'Agriculture de la Moselle			X
Chambres d'industrie	1 représentant de la CRCI de Lorraine,		X	
	1 représentant de la CCI de la Moselle,	X		X
Chambres des métiers	1 représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Meurthe et Moselle ou de la Moselle			
Associations de consommateurs	1 représentant de l'Association Familles de France,	X	X	X
Propriétaires riverains	1 représentant du Syndicat de la Propriété Agricole de la Moselle ou de la Meurthe et Moselle			
Associations de pêche	1 représentant de la FDPMA de la Meurthe et Moselle,	X		
	1 représentant de la FDPMA de la Meuse,		X	
	1 représentant de l'AAPPMA de Thionville ou de l'AAPPMA du Groupement de la Vallée de l'Orne et Conroy,			X
Association de pêche professionnelle	1 représentant de la Filière Lorraine d'Aquaculture Continental (FLAC)	X	X	X
Association de protection de l'environnement	1 représentant de l'association MIRABEL-Lorraine Nature Environnement	X	X	X

C - COLLEGE DES REPRESENTANTS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS
(Annexé à l'arrêté 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011)

STRUCTURES	MEMBRES	Sous-commissions		
		Orne	Chiers	Bassins Nord
Préfecture	Le préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse ou son représentant (DREAL de bassin Rhin-Meuse)	X	X	X
DREAL lorraine	1 représentant du Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL)			X
DDT de la Moselle	1 représentant du Directeur départemental des territoires de la Moselle (MISE)	X		X
DDT de Meurthe-et-Moselle	1 représentant du Directeur départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle (MISE)	X	X	
DDT de la Meuse	1 représentant du Directeur départemental des territoires de la Meuse (MISE)	X	X	
ARS Lorraine	3 représentants de l'Agence régionale de santé	X	X	X

AERM	1 représentant du Directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse	X	X	X
ONEMA	1 représentant de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques	X	X	X
BRGM	1 représentant du bureau de recherche géologique et minière	X	X	X

Extrait de l'arrêté modificatif du 12 janvier 2011 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 août 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune de Essey-lès-Nancy ;

Vu le courrier en date du 24 août 2009 du directeur de l'établissement du génie de Nancy sollicitant un délai supplémentaire, deuxième semestre 2010, pour respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 août 2009 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 2009 prorogeant le délai jusqu'au 31 décembre 2010 pour permettre au directeur de l'établissement du génie de Nancy d'obtenir une meilleure connaissance du projet des repreneurs potentiels du site, au regard notamment de la réutilisation du forage géothermique d'Essey-lès-Nancy ;

Considérant que la nappe des Grès du Trias inférieur est exploitée comme gîte géothermique à partir d'un forage de 680 mètres de profondeur sans avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation de permis d'exploitation, conformément aux dispositions du décret n°78-498 modifié du 28 mars 1978 susvisé ;

Considérant le constat effectué le 30 juin 2009 par les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

Considérant que le gîte géothermique est exploité sans avoir fait l'objet de la délivrance d'un permis d'exploitation de gîte géothermique à basse température ;

Considérant que les engagements du directeur de l'établissement du génie de Nancy et le projet de reprise du site nécessitent un nouveau délai supplémentaire ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 3 août 2009, modifié le 12 octobre 2009, prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, proroge le délai pour adresser au préfet de Meurthe-et-Moselle, à compter de la date de notification du présent arrêté, la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers au 30 décembre 2011.

Article 2 : Le présent arrêté, dans le délai de deux (2) mois, compté à partir de la date de sa notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre chargé des mines ;

- contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement d'infrastructure de la Défense de Nancy, bureau conduite des réalisations, section prestations intellectuelles, 80, rue du sergent Blandan, BP 50226 – 54004 Nancy cedex et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le maire de la commune d'Essey-lès-Nancy ;

- Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le directeur régional de l'agence régionale de la santé publique ;

- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ;

- Monsieur le général, commandant la région militaire de défense nord-est.

Nancy, le 12 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2011 donnant acte à la société RHODIA CHIMIE de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées du PONT-DE-SAINT-PHLIN selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les derniers travaux d'exploitation du sel dans la concession de mines de sel et sources salées PONT-DE-SAINT-PHLIN remontent à 1961 et qu'aucune reprise de l'exploitation n'est envisagée par le titulaire du titre ;

CONSIDERANT que la procédure d'arrêt des travaux miniers impose à l'exploitant d'exécuter tous les travaux de mise en sécurité requis pour assurer l'arrêt de l'exploitation dans le respect des intérêts mentionnés à l'article 79 du code minier ;

CONSIDERANT que certains des travaux miniers identifiés sur la concession minière PONT-DE-SAINT-PHLIN peuvent porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDERANT qu'il convient d'imposer au titulaire du titre minier de procéder à la mise en sécurité des travaux miniers de ladite concession minière ;

CONSIDERANT que dix sondages d'exploitation, référencés LM12, LM13, LM61, LM62, LM63, LM65, LM66, LM67, LM68, LM69, sont situés sur le périmètre de la concession minière du PONT-DE-SAINT-PHLIN, mais font partie du champ d'exploitation de la concession minière de La MADELEINE I, dont le titulaire est la Industrielle et Minière – CIM, filiale de la société RHODIA CHIMIE ; de ce fait leur traitement sera étudié lors de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à ladite concession ;

CONSIDERANT les avis de GEODERIS sur le dossier de déclaration et ses compléments en dates des 2 décembre 2009, 29 juin et 18 novembre 2011, validant les conclusions de la société RHODIA CHIMIE ;

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la société RHODIA CHIMIE, dont le siège social est situé à Saint-Fons (69191) – 20 rue Marcel Sembat, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées du PONT-DE-SAINT-PHLIN, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées dans le présent arrêté.

Seuls sont concernés les sondages d'exploitation PSP1 à PSP10. Les sondages référencés LM12, LM13, LM61, LM62, LM63, LM65, LM66, LM67, LM68, LM69, faisant partie du champ d'exploitation de la concession de LA MADELEINE I, seront traités lors de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à ladite concession, dont le titulaire est la Compagnie Industrielle et Minière.

Article 2 : Mesures complémentaires

Les travaux de mise en sécurité concerne le sondage dénommé PSP1. Ce sondage sera recherché et mis en sécurité.

Préalablement aux travaux de mise en sécurité, la société RHODIA CHIMIE transmettra à la DREAL Lorraine, pour approbation, un dossier définissant les travaux qu'il envisage de réaliser.

La société RHODIA CHIMIE avisera la DREAL Lorraine du début effectif des travaux et lui adressera, au terme desdits travaux, un mémoire des travaux en deux exemplaires.

Un état des lieux précis sera établi ; il comportera notamment des plans ou schémas de situation des travaux. Seront également jointes des photographies montrant les différentes phases de travaux.

Si le sondage PSP1 n'est pas retrouvé, une identification sur site du périmètre correspondant sera réalisée par l'exploitant avec indication du risque.

Article 3 : Mesures complémentaires concernant les sondages

La société RHODIA CHIMIE produira au préfet de Meurthe-et-Moselle, en cinq (5) exemplaires plus un exemplaire par commune concernée, un document positionnant les sondages d'exploitation qui comportera, par commune :

les coordonnées dans le système de références géographiques et planimétriques (RGF93) du/des sondage(s),

les références cadastrales de la parcelle d'assise du/des sondage(s),

un plan cadastral (ou un extrait) sur lequel est reporté le(s) sondage(s).

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 6 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la société RHODIA CHIMIE et dont copie sera adressée pour information à :

- Messieurs les maires des communes d'Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy, Saint-Nicolas-de-Port et Ville-en-Vermois,

- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles,

- Monsieur le Général, commandant la Région militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le directeur départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le directeur de l'agence régionale de santé lorraine – délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'immeuble cadastré section AR n°181, sis 9 rue des Tanneries à LONGWY (54) est devenu inutile aux besoins des services du ministère de la Culture et de la Communication ;

CONSIDERANT que le déclassement d'un bien immobilier de l'Etat est un préalable indispensable pour assurer la parfaite validité de sa cession ;

AR R E T E

Article 1er : Il est prononcé le déclassement de l'immeuble cadastré section AR n° 181 – 9 rue des Tanneries à LONGWY.

Article 2 : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur régional des affaires culturelles de Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2011 portant déclassement du domaine public de l'Etat et désaffectation d'un ensemble immobilier domanial abritant l'ancienne caserne de gendarmerie situé 1 à 8 rue de la Douane à HUSSIGNY-GODBRANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Il est prononcé le déclassement de l'ensemble immobilier abritant l'ancienne caserne de gendarmerie situé 1 à 8 rue de la Douane à HUSSIGNY-GODBRANGE cadastré section AB 305 à 311 et 385.

Article 2 : L'opération de déclassement de l'ensemble immobilier désigné à l'article 1er prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Direction des Affaires Immobilières du ministère de l'Intérieur de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Arrêté préfectoral n° 11.BI.37 du 1er février 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code des marchés publics ;

VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;
VU la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;
VU le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure ;
VU le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;
VU le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;
VU le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;
VU le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;
VU le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;
VU le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;
VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du 7 janvier 2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, ingénieure en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er février 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Corinne de LA PERSONNE, ingénieure en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

1) Gestion du domaine public fluvial :

- Occupations temporaires
- Travaux sur les voies d'eau domaniales :
 - * prise en considération
 - * ouverture de l'enquête
 - * autorisation
- Outillages publics, ports de plaisance :
 - * prise en considération du projet
 - * ouverture de l'enquête
 - * approbation de l'acte de concession
- Outillages privés avec obligation de service public :
 - * instruction de la demande, ouverture de l'enquête
 - * délivrance de l'autorisation
- Commission permanente d'enquête :
 - * nomination des membres
- Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :
 - * affichage et consultation de la commission permanente d'enquête
 - * opposition éventuelle dans le cas de modification
- Extractions de matériaux :
 - * attestation de fin d'instruction domaniale
- Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles
- Transfert de gestion et superposition d'affectations :
 - * signature de la convention
- Échange et acquisition de terrain
- Décision de démolition des biens immobiliers du Domaine Public Fluvial (D.P.F.)
- Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
- Déclassement de cours d'eau :
 - * envoi des propositions à l'administration centrale
 - * consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
- Radiations des voies d'eau :
 - * envoi des propositions à l'administration centrale
 - * consultations des services
- Concessions de voies d'eau :
 - * envoi des propositions à l'administration centrale
 - * consultations des services
- Affermage des produits de franc bord.

2) Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple)
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation
- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles
- Délits de pêche :
 - * proposition de transaction auprès du procureur de la République
 - * transmission des procès-verbaux au procureur de la République

- Interdiction temporaire de la pêche
 - Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)
 - Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré.
 - 3) Règlements de police et de navigation :
 - Règlements particuliers de police
 - Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
 - Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
 - Contravention à la police de la navigation :
 - * instruction des procès-verbaux
 - * transmission au Procureur de la République des procès-verbaux
 - * représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
 - 4) Avis à la batellerie :
 - diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des Règlements Particuliers de Police)
 - dérogation temporaire Règlement Particulier de Police ou Règlement Général de Police
 - prescriptions de portée générale (économie d'eau)
 - événements sensibles
 - annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement...)
 - arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible
 - restriction localisée
 - avis à vigilance
 - information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies Navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages...).
 - 5) Procédure d'expropriation :
 - Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
 - Levée des plans et recherche des propriétaires
 - Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
 - 6) Contentieux de la contravention de grande voirie :
 - Notification des procès-verbaux.
 - Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
 - Transactions
 - Notification et exécution des jugements.
 - Représentation de l'Etat devant les Tribunaux administratifs en première instance
 - 7) Pêche :
 - Affermage de la pêche.
 - 8) Chasse :
 - Affermage de la chasse au gibier d'eau
 - Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
 - autorisation de transaction
 - transmission des procès-verbaux au procureur de la République.
- Article 2 : Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
- Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :
 - à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
 - au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.
- Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.28 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est, est abrogé.
- Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la chef du service navigation du Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
- Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 1er février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté préfectoral n° 11.BI.38 du 1er février 2011 accordant délégations d'ingénierie publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
VU l'arrêté du 7 janvier 2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, ingénieure en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 1^{er} février 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : Délégation est donnée à Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 3 : Délégation est donnée à M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 4 : MM. MARTY et HURSON, Mme de LA PERSONNE définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.33 du 17 janvier 2011 accordant délégations d'ingénierie publique à MM MARTY, ABELE et HURSON est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est et la chef du service de la navigation du Nord-Est sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté préfectoral n° 11.BI.39 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de signature à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1^{er} (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;
VU le décret n° 65-1065 modifié du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1^{er} de la loi précitée ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU la décision du directeur général de l'office national des forêts en date du 24 décembre 2008, nommant M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier).

Article 2 : M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les décisions telles que définies à l'article 1^{er}. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.120 du 6 août 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté préfectoral n° 11.BI.40 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

VU l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de pouvoir est donnée au directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle à l'effet de présider les ventes par adjudication publique de coupes en bloc et sur pied ou à la mesure, ainsi que les coupes de bois façonnés, provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.132 du 14 décembre 2009 accordant délégation de pouvoir au directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2011 portant dissolution de l'Association Syndicale Autorisée de Drainage de PUXE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'ensemble des formalités préalables à la dissolution de l'Association Syndicale Autorisée ont été accomplies ;

ARRETE

Article 1er : L'Association Syndicale Autorisée de Drainage de PUXE est dissoute.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Président de l'Association Syndicale Autorisée de PUXE qui est chargé de la notification aux membres de l'Association et de la publication de cette arrêté sur le territoire de l'Association.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de BRIEY, la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de PUXE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Briey, le 20 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE****Arrêté n° 2011-14 en date du 20 janvier 2011 modifiant l'arrêté n° 2010-14 en date du 1^{er} avril 2010 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine au directeur général adjoint**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

CONSIDERANT l'erreur de plume intervenue lors de la rédaction de l'arrêté n°2010-14 en date du 01/04/2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'A.R.S. de Lorraine et qu'il convient de corriger ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté est modifié comme suit :

Cette délégation de signature est octroyée du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2010.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Lorraine et des autres préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 20 janvier 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-15 en date du 20 janvier 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine au directeur général adjoint

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;
VU le code de la santé publique ;
VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
VU le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation générale de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à charge pour elle d'en informer le Directeur Général par tout moyen et sans délai, à l'exception des décisions la concernant, à Madame Marie-Hélène Maître, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 2 : Délégation spéciale de signature est donnée à Madame Marie-Hélène MAITRE, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie pour :

Les décisions et documents relatifs aux déplacements de Monsieur le Dr Jean-Yves GRALL :

ordre de mission permanent
états de frais de déplacements

Cette délégation de signature est octroyée à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Lorraine et des autres préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 20 janvier 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE *Service établissements de santé*

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-207 du 12 août 2010 autorisant la modification de l'âge minimum d'admission de 8 à 4 ans des enfants accueillis par le Centre d'Education Motrice de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU la demande présentée par le directeur des établissements de l'enfance de Flavigny sur Moselle gérés par l'Office d'Hygiène Sociale (OHS) sollicitant l'abaissement de l'âge d'agrément du Centre d'Education Motrice (CEM) de 8 à 4 ans ;

CONSIDERANT que des enfants sont maintenus en hospitalisation dans l'attente d'atteindre l'âge permettant leur admission au CEM ;

CONSIDERANT que l'établissement peut répondre aux besoins de prise en charge médico-sociale des enfants de 4 à 8 ans ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé sans demande de moyens supplémentaires sur le budget de fonctionnement du CEM, il est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle est autorisée à abaisser l'âge minimum d'accueil du Centre d'Education Motrice de 8 à 4 ans.

Article 2 : La capacité de l'établissement reste fixée à 110 places réparties ainsi :

- 60 places d'internat pour enfants porteurs d'un handicap moteur avec troubles associés de 4 à 20 ans.
- 25 places de semi internat pour enfants porteurs d'un handicap moteur avec troubles associés de 4 à 20 ans.
- 15 places d'internat pour enfants polyhandicapés de 4 à 20 ans.
- 10 places de SESSAD pour enfants porteurs d'un handicap moteur de 0 à 20 ans.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté 2010 ARS n° 251/DT54/PH n° 251 du 20 septembre 2010 autorisant l'association Adultes et Enfants inadaptés mentaux à étendre de 6 places le Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) adossé au foyer Emile Cibulka à NEUVES-MAISONS

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU le dossier reconnu complet le 30 novembre 2007, déposé par l'association AEIM en vue d'être autorisée à créer un Service d'Accompagnement Médico-Social pour adultes handicapés (SAMSAH) adossé au foyer d'hébergement Emile Cibulka, à NEUVES-MAISONS, de 41 places dont une place d'accueil d'urgence ;

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma d'organisation médico-sociale en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement pour étendre de 6 places la capacité déjà autorisée est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2011 ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'association Adultes et Enfants inadaptés mentaux (AEIM) est autorisée à étendre de 6 places la capacité du SAMSAH adossé au foyer Emile Cibulka de Neuves Maisons à compter de la date du présent arrêté par anticipation au titre de l'année 2011.

Article 2 : La capacité du SAMSAH est fixée à 40 places. L'ouverture des 40 places prendra effet comme suit :

- 20 places à compter du 1^{er} janvier 2010

- 20 places à compter du 1^{er} janvier 2011

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de cet établissement doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 5 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'association Adultes et Enfants inadaptés mentaux.

Nancy, le 20 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine
et par délégation,
Le directeur adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Pour le président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 278 du 29 septembre 2010 autorisant par anticipation au titre de 2013 la création d'un Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) de 10 places de semi-internat pour enfants de 3 à 14 ans souffrant de troubles de la conduite et du comportement à BRIEY par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma d'organisation médico-sociale en direction des enfants et adolescents handicapés en Meurthe-et-Moselle 2007-2011 et avait été retenu comme une des priorités inscrites au PRIAC de Lorraine 2006-2008 ;

CONSIDERANT la nécessité de créer un ITEP au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, particulièrement peu couvert ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2013 ;

A R R E T E

Article 1er : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle est autorisé à compter de la date du présent arrêté à créer un Institut Thérapeutique Pédagogique et Educatif (ITEP) de 10 places de semi internat à BRIEY par anticipation au titre de l'année 2013.

L'ouverture de l'ITEP pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2 : La capacité de l'établissement est fixée à 10 places de semi-internat accueillant des enfants de 3 à 14 ans souffrant de troubles de la conduite et du comportement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des Etablissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

N°FINESS : 540006707

Code juridique : 61

Entité Etablissement : Institut Thérapeutique Pédagogique et Educatif BRIEY

N°FINESS : en cours d'attribution

Code catégorie : 186 Capacité : 10

Code discipline : 903

Code activité fonctionnement : 13

Code clientèle : 200

Code MFT : 05

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 279 du 29 septembre 2010 autorisant l'association « Institution Jean-Baptiste Thiéry » à créer une Maison d'Accueil Spécialisée à MOYEN de 13 places

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU le dossier reconnu complet le 30 avril 2007, déposé par l'association Institution J-B Thiéry en vue d'être autorisée à créer une maison d'accueil spécialisée (MAS) « la Volière » de 24 places dont 3 places en accueil temporaire, à MOYEN ;

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma d'organisation médico-sociale en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible pour la création de 13 places sur les 24 demandées avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2013 ;

ARRETE

Article 1er : L'association Institution J-B Thiéry est autorisée à créer une MAS de 13 places sur les 24 demandées à MOYEN à compter de la date du présent arrêté par anticipation au titre de l'année 2013.

L'ouverture des 13 places pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2 : La capacité de l'établissement est fixée à 13 places accueillant des adultes lourdement handicapés présentant des troubles autistiques et des troubles envahissants du développement dont :

- 10 places d'hébergement permanent
- 3 places d'accueil de jour

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des Etablissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Association Institution J-B Thiéry

N°FINESS : 54 000 217 7

Code juridique : 60

Entité Etablissement : Maison d'Accueil Spécialisé de MOYEN

N°FINESS : en cours d'attribution

Code catégorie : 255

Code discipline : 917

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 437

Capacité : 10

Code discipline : 917

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 437

Capacité : 3

Code MFT : 05

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'association Institution J-B Thiéry.

Nancy, le 29 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 355 du 10 novembre 2010 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle à créer une Maison d'Accueil Spécialisée à DOMMARTIN-LES-TOUL de 48 places

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU le dossier dénommé EPI GRAND EST déposé par l'Office d'Hygiène Sociale en vue d'être autorisé à créer un dispositif de prise en charge médico-sociale destiné aux personnes handicapées porteuses d'une épilepsie sévère comprenant :

- Un Service d'Accompagnement Médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) de 40 places
- Une Maison d'accueil spécialisée (MAS) de 48 places dont 4 d'hébergement permanent et 8 places d'accueil temporaire
- Un centre de ressource Epilepsie

CONSIDERANT que le projet tend à apporter une réponse adaptée aux besoins du public pour lequel il n'y a pas d'offre spécifiquement adaptée ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible pour la création des 48 places demandées avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2012 ;

ARRETE

Article 1er : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle est autorisé à créer une MAS à DOMMARTIN LES TOUL à compter de la date du présent arrêté par anticipation de 48 places réparties ainsi :

- 40 places d'hébergement permanent et 4 places d'accueil temporaire au titre de l'année 2012. L'ouverture des 44 places pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2012.
- 4 places au titre de l'année 2013 dont l'ouverture pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2 : La capacité de l'établissement est fixée à 48 places accueillant des adultes lourdement handicapés porteurs d'une épilepsie sévère ou de troubles neurologiques réparties en :

- 40 places d'hébergement permanent
- 8 places d'accueil temporaire

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des Etablissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Office d'hygiène Sociale

N°FINESS : 540006707

Code juridique : 61

Entité Etablissement : Maison d'Accueil Spécialisé de DOMMARTIN LES TOUL

N°FINESS : en cours d'attribution

Code catégorie : 255

Code discipline : 917

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 620

Capacité : 40

Code discipline : 658

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 620

Capacité : 8

Code MFT : 05

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté 2010 ARS n° 495 - DISAS/DIRECTION PA/PH n° du 15 décembre 2010 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle à créer un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) de 40 places pour adultes porteurs d'épilepsie sévère ou de troubles neurologiques

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU le dossier dénommé EPI GRAND EST déposé par l'Office d'Hygiène Sociale en vue d'être autorisé à créer un dispositif de prise en charge médico-sociale destiné aux personnes handicapées porteuses d'une épilepsie sévère comprenant :

- Un Service d'Accompagnement Médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) de 40 places
- Une Maison d'accueil spécialisé (MAS) de 48 places dont 4 d'hébergement permanent et 8 places d'accueil temporaire
- Un centre de ressource Epilepsie

CONSIDERANT que le projet tend à apporter une réponse adaptée aux besoins d'un public pour lequel il n'y a pas d'offre spécifiquement adaptée ;
CONSIDERANT que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma d'organisation médico-sociale en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le projet pour la partie soins relevant d'un financement assurance maladie présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible pour la création de 40 places avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2010 ;

CONSIDERANT que le projet au titre de l'accompagnement social sera financé par la mutualisation des Prestations de Compensation du Handicap (PCH) des bénéficiaires du service, le budget devrait être présenté en conséquence ;

CONSIDERANT toutefois que le budget présenté dans le dossier CROSMS doit être révisé conformément aux remarques formulées par le Conseil Général, et transmis avant l'ouverture du service aux autorités de tutelle.

ARRETEMENT

Article 1er : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle est autorisé à créer un Service d'Accompagnement Médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) 40 places à DOMMMARTIN LES TOUL à compter de la date du présent arrêté au titre de l'année 2010.

Article 2 : La capacité du SAMSAH est fixée à 40 places prenant en charge des personnes adultes vivant à domicile porteurs d'épilepsie sévère ou de troubles neurologiques.

Son territoire d'intervention comprend le toulinois et les communes de la communauté urbaine du grand Nancy. Dans l'attente de la construction des locaux sur le site de Dommartin-lès-Toul, le service sera localisé à Flavigny sur Moselle.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 5 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 6 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des Etablissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

N° FINESS : 540006707

Code juridique : 61

Entité Etablissement : Service d'Accompagnement Médico-social pour adultes handicapés de DOMMARTIN LES TOUL

N° FINESS : en cours d'attribution

Code catégorie : 446

Code discipline : 510 Code activité fonctionnement : 16 Code clientèle : 620 Capacité : 40

Code MFT : 10

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 8 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

La vice-présidente déléguée au développement social
et aux personnes âgées et handicapées,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 504 du 23 décembre 2010 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAP's) de ROSIERES-AUX-SALINES à étendre la capacité de sa Maison d'Accueil Spécialisé de cinq places - N° FINESS : 54 001 253 1

VU l'arrêté n° 98-171 SGAR en date du 27 avril 1998 autorisant l'extension de la capacité de la Maison d'Accueil Spécialisé de Rosières aux Salines de 50 à 55 places d'hébergement permanent

CONSIDERANT que le projet de création d'une unité pour personnes traumatisées crâniennes répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma d'organisation médico-sociale en direction des personnes adultes handicapées en Meurthe-et-Moselle 2007-2011 ;

CONSIDERANT que le projet d'extension implique la restructuration des locaux existants de la MAS en supprimant les chambres doubles au profit de chambres simples ce qui permet d'améliorer les conditions d'accueil des usagers ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que suite à la délibération n° 99-16 susvisée, l'établissement avait mis en œuvre une 56ème place supplémentaire en accueillant des personnes en hébergement temporaire, élément intégré au budget de l'établissement présenté pour une capacité totale de 56 places d'hébergement permanent.

CONSIDERANT qu'à compter de cette date les moyens budgétaires accordés correspondent à une capacité de 56 places installées ;
CONSIDERANT que le projet est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles pour le financement de 4 places nouvelles qui seront allouées à compter de 2012 ; étant précisé que l'installation ne pourra pas intervenir avant la date d'octroi des crédits

AR R E T E

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'établissement public communal Carrefour d'Accompagnement Public Social de Rosières aux Salines pour l'extension non importante de la capacité de la Maison d'Accueil Spécialisé de Rosières aux Salines de 5 places dont une place déjà installée et 4 places nouvelles. L'ouverture des 4 places nouvelles supplémentaires pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

La capacité de l'établissement est fixée à 60 places dont 59 d'hébergement permanent et une place d'accueil temporaire 10 places sont réservées à l'accueil de personnes cérébro-lésées.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation sera réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des Etablissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Etablissement public communal pour personnes handicapées

N°FINESS : 54 000 198 9

Code juridique : 21

Entité Etablissement : Maison d'Accueil Spécialisé

N°FINESS : 54 001 253 1

Code catégorie : 255

Code discipline : 917

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 500

Capacité : 49

Code discipline : 917

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 438

Capacité : 10

Code discipline : 658

Code activité fonctionnement : 11

Code clientèle : 500

Capacité : 1

Code MFT : 05

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex.

Article 9 : Monsieur le Directeur de Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 23 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-515 du 28 décembre 2010 refusant à l'association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) l'autorisation de créer un établissement et service d'aide au travail (ESAT) de 15 places à TOUL

VU le dossier reconnu complet le 30 novembre 2009 et déposé par l'association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) pour la création d'un ESAT pour personnes en situation de handicap psychique de 15 places à TOUL;

CONSIDERANT que le projet permet de développer l'insertion professionnelle des personnes handicapées psychiques sur un secteur déficitaire en service médico-social de ce type ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT toutefois que le projet n'est pas compatible avec le PRIAC actualisé de la région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine au titre du soin qui n'est pas compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314.4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2010, et que sa réalisation ne peut être autorisée actuellement.

AR R E T E

Article 1er : L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est refusée à l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) pour la création d'un ESAT pour personnes en situation de handicap psychique de 15 places à TOUL.

Article 2 : La demande reste susceptible d'être autorisée jusqu'à la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'autorisation prévue par la loi Hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L. 313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314-4.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex.

Article 4 : Monsieur le Directeur de Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 28 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH n° 2010-516 du 28 décembre 2010 refusant à l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI) l'autorisation de créer une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) de 25 places à NANCY

VU le dossier reconnu complet le 30 novembre 2009 et déposé par l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI) demandant l'autorisation de créer une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) pour personnes handicapées physiques de 25 places à NANCY dont 10 places pour étudiants, 10 places pour personnes handicapées physiques en hébergement permanent et 5 places d'accueil temporaire en lien avec le projet de création d'une unité pour personnes cérébro-lésées de l'ALAGH ;

CONSIDERANT que le projet apporte une réponse aux étudiants lourdement handicapés qui souhaitent néanmoins avoir la possibilité de poursuivre leurs études et à ceux qui envisagent l'avenir en hébergement collectif après le foyer AGI ;

CONSIDERANT que le projet répond aux règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le projet permet de développer l'offre d'accueil temporaire sous réserve de la modification de la capacité demandée comme suit : 5 places pour étudiants handicapés, 10 places d'hébergement permanent, 10 places d'accueil temporaire.

CONSIDERANT toutefois que le projet est lié au projet d'extension non importante et de création d'une unité pour personnes traumatisées crâniennes de la MAS géré par l'ALAGH à Nancy, projet non financé à ce jour.
CONSIDERANT de plus que le projet n'est pas compatible avec le PRIAC actualisé de la région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine au titre du soin qui n'est pas compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314.4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2010, et que sa réalisation ne peut être autorisée actuellement.

AR R E T E

Article 1er : L'autorisation prévue à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est refusée à l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI) pour la création d'une MAS étudiants et personnes handicapées physiques de 25 places à NANCY.

Article 2 : La demande reste susceptible d'être autorisée jusqu'à la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'autorisation prévue par la loi Hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L. 313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314-3.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex.

Article 4 : Monsieur le Directeur de Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 28 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 240/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 140 314 € soit :

- 1) 3 134 354 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 844 708 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
211 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
21 699 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
267 249 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
487 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 3 160 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 2 800 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 241/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 192 434 € soit :

- 1) 2 137 197 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 979 663 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
23 047 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 460 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
128 952 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 075 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 26 811 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 28 426 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 242/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 418 242 € soit :

418 242 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

333 703 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

16 555 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

67 889 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

95 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 243/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 135 994 € soit :

135 994 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

135 108 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

886 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 244/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 59 507 € soit :

59 507 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

59 507 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 245/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 227 664 € soit :

1) 25 736 595 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

22 783 220 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

110 955 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 799 386 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

17 350 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

25 684 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

dont 813 994 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvements d'organes pour l'exercice 2008 .

2) 1 611 300 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 879 769 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - L'arrêté ARS-DT54 n°204/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier Universitaire de Nancy au titre de l'activité du mois de septembre 2010 est modifié comme suit :

Le dernier alinéa du 1) de l'article 1er est remplacé par "dont 523 298 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvements d'organes » pour l'exercice 2008. "

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 246/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 382 926 € soit :

1) 2 856 152 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 679 685 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

175 240 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 227 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 506 069 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 20 705 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 247/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 41 732 € soit :

41 732 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

41 732 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 248/2010 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 460 979 € soit :

1) 2 265 294 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 052 877 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 287 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

203 733 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

397 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 195 685 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 249/2011 du 17 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 302 029 € soit :

- 1) 2 269 106 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 830 045 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
59 205 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 170 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
374 995 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 691 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 733 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 31 190 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 17 janvier 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2010/21 du 18 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2.505.244 € soit :

- 1) 2.386.441 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2.099.581 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes
36.070 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)
9.957 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG)
237.036 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques
3.797 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)
- 2) 87.414 € au titre des spécialités pharmaceutiques
- 3) 31.389 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2011

Le directeur général de l'ARS de Lorraine,
Pour le directeur général et par délégation,
La déléguée territoriale de la Moselle,
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 n° 2010/22 du 18 janvier 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 310.330 € soit :

- 310.330 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
197.562 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes
112.706 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD
62 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 18 janvier 2011

Le directeur général de l'ARS de Lorraine,
Pour le directeur général et par délégation,
La déléguée territoriale de la Moselle,
Chantal KIRSCH

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Extrait de l'arrêté n° 2011-22 du 25 janvier 2011 fixant les modalités de candidature pour l'agrément d'hydrogéologues en matière d'hygiène publique

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : L'appel à candidature pour l'agrément d'hydrogéologues en matière d'hygiène publique est déclaré ouvert.

Article 2 : Les dossiers de candidature doivent être déposés aux adresses suivantes :

Pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

Agence Régionale de Santé de Lorraine
Délégation Territoriale de la Meurthe-et-Moselle
Service VSSE

Immeuble « Les Thiers » 4 Rue Piroux

CO 80071 54036 NANCY CEDEX

Pour le département de la Meuse :

Agence Régionale de Santé de Lorraine

Délégation Territoriale de la Meuse

Service VSSE

Site Notre Dame

11 Rue Jeanne d'Arc CS 459 55013 BAR-LE-DUC CEDEX

Pour le département de la Moselle :

Agence Régionale de Santé de Lorraine

Délégation Territoriale de la Moselle

Service VSSE

27 Place Saint Thiébault 57045 METZ CEDEX 1

Pour le département des Vosges :

Agence Régionale de Santé de Lorraine

Délégation Territoriale des Vosges

Service VSSE

Parc d'Activités « Le Saut le Cerf »

4 Avenue du Rose Poirier 88050 EPINAL

Les imprimés peuvent être retirés à ces mêmes adresses ou téléchargés sur le site Internet de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, à l'adresse suivante :

www.ars.lorraine.sante.fr – rubrique « Actualités : la suite ! »

La demande d'agrément comprend, en deux exemplaires, un acte de candidature et un dossier comportant au moins les informations décrites en annexe de l'arrêté ministériel du 31 août 1993 susvisé.

Cette demande est à déposer aux adresses ci-dessus, pour chaque département où le candidat souhaite exercer sa mission d'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Un accusé de réception du dossier est adressé au demandeur.

Les demandes doivent être déposées avant le 31 mars 2011, délai de rigueur.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de chaque département et de la Préfecture de Région.

Une publicité de l'appel à candidature sera réalisée, à l'initiative du Directeur Général de l'ARS dans au moins deux quotidiens régionaux ou locaux.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, la Directrice de la Promotion de la Santé et de la Protection Sanitaire et Environnementale, Mesdames et Messieurs les délégués territoriaux de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 25 janvier 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2011 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la Sarl ECOTA CONSEIL à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande reçue le 18 janvier 2011 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur LEROUVILLOIS Philippe, gérant de la SARL ECOTA CONSEIL située 49 rue de Laxou - 54000 NANCY ;

AR R E T E

Article 1 : La SARL ECOTA CONSEIL visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Sous-préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-Et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié au demandeur.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 26 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Pour le DIRECCTE et par subdélégation,
Pour le directeur régional adjoint de la DIRECCTE,
responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le secrétaire général,
Claude ROQUE

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

Extrait de la décision du 1^{er} février 2011 portant sur une modification du périmètre des 9 sections d'Inspection du Travail de Meurthe-et-Moselle

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

D E C I D E

Article 1 : Les neuf sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE sont délimitées comme indiqué dans les tableaux annexés à la présente décision.

Article 2 : La présente décision prendra effet au 1^{er} février 2011. Elle annule et remplace la précédente décision du 03 janvier 2011 ayant le même objet.

Article 3 : Le Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE est chargé de la publication et de l'application de la présente décision.

Nancy, le 1^{er} février 2011

Serge LEROY

**REPARTITION DES CANTONS ET COMMUNES DE MEURTHE-ET-MOSELLE PAR SECTION
A PARTIR DU 1^{ER} FEVRIER 2011**

1^{ère} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Herseange : Haucourt-Moulaine • Herseange • Hussigny-Godbrange • Longlaville • Mexy • Saulnes

Canton de Mont-Saint-Martin : Chenières • Cosnes-et-Romain • Cutry • Gorcy • Lexy • Mont-Saint-Martin • Réhon • Ville-Houdlémont

Canton de Villerupt : Baslieux • Bazailles • Boismont • Bréhain-la-Ville • Fillières • Laix • Morfontaine • Thil • Tiercelet • Ville-au-Montois • Villers-la-Montagne • Villerupt

Canton de Longwy : une seule commune, Longwy

Canton de Tomblaine : une seule commune, Tomblaine

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ACHILLE LEROY	JEAN SCHERBECK
ALFRED KRUG	JOSEPH CUGNOT
ALGERIE	JOSEPH FLORENTIN (rue)
ANDREU DE BILISTEIN (quai)	JOSEPH FLORENTIN (quai)
AUSTRASIE (boulevard)	KANAZAWA (promenade)
BARON BUQUET	LA MOTHE
BONSECOURS (port de)	LUCIEN CUENOT (espace)
CANAU (promenade)	LYCEE
CARDINAL TISSERAND	MARCEL BROT
CARMES	MARCEL BROT (rond point)
CHALIGNY	MARTIN MUNIER
CHANOINE DRIOTON	PAUL COLIN
CHARLES WELSCHÉ	PONTS
CINQ PIQUETS (chemin)	PONT CEZARD
CRISTALLERIES	PROFESSEUR ALBERT FRUHINSHOLZ
DIGUE	PROGRES
DOM CALMET	QUAI SAINT GEORGES
DOUANE	QUAI SAINTE CATHERINE
FRANCOIS GUINET	QUATRE EGLISES
FRERES LURCAT	RAUGRAFF
FOUR	REMENAUVILLE
GEORGES DE LA TOUR	SABLES
GLEIZE (impasse)	SAINT DIZIER
HACHE	SAINT GEORGES (quai)
HENRI MENGIN (place)	TOMBLAINE
HENRI BAZIN	VICTOR
INDUSTRIELLE	VINGTIEME CORPS
JACQUES VILLERMAUX	VISITATION
JEAN MOULIN	

2^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Audun-le-Roman : Anderny • Audun-le-Roman • Avillers • Bettainvillers • Beuvillers • Crusnes • Dompry • Errouville • Joppécourt • Joudreville • Landres • Mairy-Mainville • Malavillers • Mercy-le-Bas • Mercy-le-Haut • Mont-Bonvillers • Murville • Piennes • Preutin-Higny • Saint-Supplet • Sancy • Serrouville • Trieux • Tucquenieux • Xivry-Circourt

Canton de Briey : Anoux • Avril • Les Baroches • Briey • Joeuf • Lantéfontaine • Lubey • Mance • Mancieulles

Canton d'Homécourt : Auboué • Batilly • Hatrize • Homécourt • Jouaville • Moineville • Moutiers • Saint-Ail • Valleroy

Canton de Longuyon : Allondrelle-la-Malmaison • Beuville • Charency-Vezin • Colmey • Cons-la-Grandville • Doncourt-lès-Longuyon • Epiez-sur-Chiers • Fresnois-la-Montagne • Grand-Failly • Han-devant-Pierrepont • Longuyon • Montigny-sur-Chiers • Othe • Petit-Failly • Pierrepont • Saint-Jean-lès-Longuyon • Saint-Pancré • Tellancourt • Ugny • Villers-la-Chèvre • Villers-le-Rond • Villette • Viviers-sur-Chiers

Canton de Jarville-la-Malgrange : Heillecourt • Houdemont • Jarville-la-Malgrange • Ludres

Canton de Tomblaine : commune de Fléville-devant-Nancy : Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier

3^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Nomeny : Abaucourt • Armaucourt • Arraye-et-Han • Belleau • Bey-sur-Seille • Bratte • Chenicourt • Clémery • Eply • Faulx • Jeandelaincourt • Lanfroicourt • Létricourt • Leyr • Mailly-sur-Seille • Malleloy • Moivrons • Montenois • Nomeny • Phlin • Raucourt • Rouves • Sivry • Thézey-Saint-Martin • Villers-lès-Moivrons

Canton de Pompey : Champigneulles • Frouard • Marbach • Maxéville • Pompey • Saizerais

Canton de Pont-à-Mousson : Atton • Autreville-sur-Moselle • Belleville • Bezaumont • Bouxières-sous-Froidmont • Champey-sur-Moselle • Landremont • Lesménils • Loisy • Millery • Morville-sur-Seille • Mousson • Pont-à-Mousson • Port-sur-Seille • Sainte-Geneviève • Ville-au-Val • Vittonville

Canton de Dieulouard : commune de Blenod-lès-Pont-à-Mousson

Canton de Malzéville : commune de Custines

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE LEMIRE	JEAN BOSCO (allée)
AMBROISE THOMAS (sentier)	JEAN LAMOUR
ANTONIN DAUM	JOLI CŒUR
ATRIE	LA FLIZE
BERGNIER	LECREULX
BERLET (Passage)	MAC MAHON
BRACONNOT	MALZEVILLE
CANAL (impasse)	MALZEVILLE (sentier)
CANROBERT	MARCEL SIMON (rond point)
CESAR BAGARD	MARTIMPREY
CHARLES DE FOUCAULD	MATHIAS SCHIFF
CHARLES DUSSAULX	MEURTHE
CHARLES KELLER	MEUTES
CHARLES V (boulevard)	MICHELET
CHÂTEAU SALINS	MOLLEVAUT
CITADELLE	OBERLIN
CLAUDOT	PEPINIERE (parc)
COLONEL PAUL DAUM	PEPINIERE (terrasse)
COURBESSEAUX (sentier)	PHILIPPE DE GUELDRES
CRAFFE	PONT DE LA CROIX
CROSNE	PORT AUX PLANCHES
DIEUZE	PORT AUX PLANCHES (allée)
DIGOT (passage)	POUDRIERE (chemin)
DOCTEUR GRANDJEAN	REGNEVILLE
EDOUARD PIERSON	SABLONS (ruelle)
EMILIE DU CHATELET (promenade)	SAINT FIACRE
ERNEST BUSSIERES	SAINT VINCENT DE PAUL
EUGENE VALLIN	SAINT VINCENT DE PAUL (impasse)
FAUBOURG DES TROIS MAISONS	SEBASTIEN LECLERC
FEYENS	SELLIER
FONTENOY	SIGISBERT ADAM
FRERES DAUM	SOLIGNAC
FRERES HENRY	SUZANNE REGNAULT GOUSSET
FRERES NOEL (carrefour)	TANNERIES
FRERES SIMONIN (ruelle)	TANNERIES (sentier)
GLACIS	VANNES
GRANDVILLE	VAYRINGE
GUILBERT DE PIXERECOURT	VILLA VERDIER
GUSTAVE PETIT	VINAIGRIERS (sentier)
HENRI DEGLIN	VINGT SIXIEME R I
HENRI LEPAGE	VIRGINIE MAUVAIS
HYPPOLYTE GLEIZE	VITRIMONT (ruelle)
JACQUES DELIVRE	

4^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Arracourt : Arracourt • Athienville • Bathelémont-lès-Bauzemont • Bezange-la-Grande • Bures • Coincourt • Juvrecourt • Mouacourt • Parroy • Réchicourt-la-Petite • Xures

Canton de Baccarat : Azeraillies • Baccarat • Bertrichamps • Brouville • Deneuvre • Flin • Fontenoy-la-Joûte • Gélacourt • Glonville • Hablainville • Lachapelle • Merviller • Mignéville • Montigny • Pettonville • Reherrey • Thiaville-sur-Meurthe • Vacqueville • Vaxainville • Veney

Canton de Badonviller : Angomont • Badonviller • Bionville • Bréménil • Fenneviller • Neufmaisons • Neuville-lès-Badonviller • Pexonne • Pierre-Percée • Raon-lès-Leau • Sainte-Pôle • Saint-Maurice-aux-Forges

Canton de Blâmont : Amenoncourt • Ancerviller • Autrepierre • Avricourt • Barbas • Blâmont • Blémerey • Burville • Chazelles-sur-Albe • Domèvre-sur-Vezouze • Domjevin • Embarménil • Fréménil • Frémonville • Gogney • Gondrexon • Halloville • Harbouey • Herbéviller • Igney • Leintrey • Montreux • Nonhigny • Ogéville • Réclonville • Reillon • Remoncourt • Repaix • Saint-Martin • Vaucourt • Vého • Verdenal • Xousse

Canton de Cirey-sur-Vezouze : Bertrambois • Cirey-sur-Vezouze • Parux • Petitmont • Saint-Sauveur • Tanconville • Val-et-Châtillon

Canton de Lunéville-Nord : Anthelupt • Bauzemont • Bienville-la-Petite • Bonviller • Courbesseaux • Crévic • Deuxville • Drouville • Einville-au-Jard • Flainval • Hoéville • Hudiviller • Lunéville (fraction) • Maixe • Raville-sur-Sânon • Serres • Sommerviller • Valhey • Vitrimont

Canton de Lunéville-Sud : Bénaménil • Chanteheux • Chenevières • Crion • Croismare • Hénaménil • Hériménil • Jolivet • Laneuveville-aux-Bois • Laronxe • Lunéville (fraction) • Manonviller • Marainviller • Moncel-lès-Lunéville • Saint-Clément • Sionviller • Thiébauménil

Canton de Laxou : Commune de Villers-lès-Nancy

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GREGOIRE	JEAN VARCOLIER (square)
ACHILLE LEVY	JOSEPH MALVAL (place)
AMERICAN LEGION (boulevard)	JULES DORGET
AMERVAL	KENNEDY (viaduc)
ARSENAL (place)	LA MADELEINE
BATAILLE (quai)	LAFAYETTE
BON PAYS (impasse)	LAFAYETTE (place)
BONSECOURS	LAVOIR SAINT JEAN
BRICE	LEOPOLD (cours)
BRICHAMBEAU (sentier)	LIEUTENANT H. CREPIN
CALLOT	LOUIS GANNE
CARNOT (place)	LOUPS
CARRIERE (place)	Luxembourg (place)
CHARITE	MADemoiselle
CHARLES GUERIN	MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
CHARLES NICOLE	MARECHAL FRANCHET D ESPEREY
CHARLES SADOUL	MARECHAL GERARD
CHEVAL BLANC	MARECHAL OUDINOT n° 1 à 91 et n° 2 à 68
CLAUDE DERUET	MARECHAUX
CLOS HINZELIN	MARGUERITE DE LORRAINE (rond point)
COLONEL FABIEN (place)	MARIE LECZINSKA
COLONEL RENARD	MAURE QUI TROMPE
COMMANDERIE N° 1 à 33 et N° 2 à 24	MAZAGRAN
CORDELIERS	METZ
COURS LEOPOLD	MICHOTTES
CRAMPEL	MIRECOURT
DAMES	MON DESERT N° 1 à 73 et n° 2 à 80
DAUPHINE	MONNAIE
DE LATTRE DE TASSIGNY	MONSEIGNEUR TROUILLET
DOCTEUR BERNHEIM	MOULIN
DOCTEUR HEYDENREICH	MULHOUSE
DOCTEUR LEVY	NABECOR
DOCTEUR LIEBAUT	OBELISQUE (allée)
DOCTEUR LOUIS MICHEL	PAUL DOUMER (avenue)
DOMREMY (square)	PETIT BOURGEOIS
DUC ANTOINE	PHALSBOURG
DUC FERRY III	PICHON
DUC RAOUL	PIERRE CHALNOT
ECURIES	PIERRE DE BLARRU
EMILE GALLE	PIERRE GRINGOIRE
ERCKMANN CHATRIAN	PIERRE VILLARD
ETANG SAINT JEAN (place)	PIROUX
ETATS	PREBOIS (chemin)
ETIENNE COURNAULT	PRESIDENT ROBERT SCHUMANN

FOCH (avenue) N° 1 à 41 et 2 à 48	PROVENCAL
FREDERIC CHOPIN	PROVENCAL (place)
FREDERIC SCHERTZER (square)	QUAI RENE II
FRERES NICOLAS	RECTEUR SENN
GABRIEL MOUILLERON	RENE CASSIN
GARENNE	RENE D ANJOU
GENERAL BALFOURIER	REPUBLIQUE
GENERAL CASTELNAU (place)	ROLAND CLAUDE
GENERAL CLINCHANT	ROTONDE
GENERAL LECLERC (avenue) n° 1 à 87 et n° 2 à 150	SAINT EPVRE
GEORGES CHEPFER	SAINT EPVRE (place)
GEORGES CLEMENCEAU (boulevard)	SAINT LEON
GHETTO DE VARSOVIE	SAINT MICHEL
GRANDE RUE	SAINT URBAIN
GUERRIER DE DUMAST	SAINTE CECILE
GUISE	SAURUPT
GUSTAVE SIMON	SERRE
HAUT BOURGEOIS	SONNINI
HERE	SOURCE
HINZELIN (clos)	STRASBOURG
INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE	THIERRY ALIX
JACQUARD	THIERS (place)
JACQUES BELLANGE	TROUILLET
JACQUOT	VAUDEMONT (place)
JAMERAI DUVAL	VICTOR PROUVE
JEAN JAURES	VILLEBOIS MAREUIL
JEAN PROUVE	VOSGES (place)

5^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Neuves-Maisons : Bainville-sur-Madon • Chaligny • Chavigny • Maizières • Maron • Méréville • Messein • Neuves-Maisons • Pont-Saint-Vincent

Canton de Vézelize : Autrey • Chaouilley • Clérey-sur-Brenon • Dommarie-Eulmont • Etrevail • Forcelles-Saint-Gorgon • Forcelles-sous-Gugney • Fraignes-en-Saintois • Frolois • Goviller • Gugney • Hammeville • Houdelmont • Houdreville • Laloef • Marthemont • Ognéville • Omelmont • Parey-Saint-Césaire • Pierreville • Praye • Pulligny • Quevilloncourt • Saxon-Sion • Thélod • They-sous-Vaudemont • Thorey-Lyautey • Vaudémont • Vézelize • Viterne • Vitrey • Vroncourt • Xeuilley

Cantons de Vandœuvre-lès-Nancy (à l'exception du Centre commercial et d'affaires des Nations)

L'établissement COLAS situé à Heillecourt dans le canton de JARVILLE-LA-MALGRANGE

Canton de Colombey-les-Belles : Aboncourt • Allain • Allamps • Bagneux • Barisey-au-Plain • Barisey-la-Côte • Battigny • Beuvezin • Colombey-les-Belles • Courcelles • Crépey • Dolcourt • Favières • Fécocourt • Gélaucourt • Gémonville • Germiny • Gibeauville • Grimonviller • Mont-l'Etré • Pulney • Saulxerotte • Saulxures-lès-Vannes • Selaincourt • Thuilley-aux-Groseilles • Tramont-Emy • Tramont-Lassus • Tramont-Saint-André • Uruffe • Vandeléville • Vannes-le-Châtel

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 10 à 44 et 15 à 25)	ISABEY
AIME MOROT (place)	ISABEY (ruelle)
ALAIN FOURNIER (place)	ISRAEL SYLVESTRE
ALBERT 1ER (boulevard)	JACQUES GRUBER
ALBIN HALLER	JACQUINOT
ALEXANDRE 1er (place)	JEAN BAPTISTE LULLI
ALFRED MEZIERES	JEAN BAPTISTE THIERY SOLET
ALIX LECLERC	JEAN MERMOZ
AMBROISE PARE	JEAN MIHE
AMBROISE THOMAS	JENNESSON
ANDRE MAGINOT (place)	JOFFRE (boulevard)
ANDRE MESSENGER	JOSEPH MOUGIN
ANDRE THEURIET	JULES LARCHER (impasse)
ANNE FERRET	JULES VERNE (place)
ANTOINE SAINT EXUPERY	JULIE VICTOIRE DAUBIE
ARBOIS (chemin du Mont d')	LACRETELLE
ARMEE PATTON	LACRETELLE (sentier)

AUGUSTIN HACQUARD	LAURENT BONNEVAY
AUXONNE	LEON TONNELIER
AUXONNE (sentier derrière)	LEONARD BOURCIER
BADONVILLER	LEOPOLD LALLEMAND
BARON LOUIS	LEPOIS
BASSOMPIERRE	LEPOIS (rond point)
BAUDRICOURT	LIBERATION
BEAUREGARD	LIEGE
BEAUVAU	LIGIER RICHIER
BEL AIR	LORRAINE
BELLEVUE (chemin)	LOUIS BRAILLE
BENIT	LUDOVIC BEAUCHET
BERGAMOTE	LYS ROUGE (allée)
BLEU (passage)	MANSIAUX (ruelle des)
BLONDLOTS	MARCEL DAUTREMER (place)
BOIS LE PRETRE	MARCEL DORR
BOUDIERE	MARIE MARVINGT
BOUDONVILLE	MARIE ODILE
BOUFFLERS (avenue et square)	MARQUETTE
BUTHEGNEMONT	MARS LA TOUR
BUTHEGNEMONT (rond point)	MAURICE RAVEL (place)
CAMILLE CAVALIER (place)	MAXEVILLE (sentier)
CAPITAINE GUYNEMER	MEDREVILLE (n° 22 à 54 et 25 à 43)
CARMEL (allée)	MEDREVILLE (allées)
CENTRE COMMERCIAL SAINT SEBASTIEN	MEIX OUTHON
CHAMP CEINTREY (ruelle)	MENSIAUX
CHAMPENOUX	MESSIER
CHANOINE JACOB	MICHEL NEY
CHANZY	MILTON (avenue)
CHATTON (clos)	MONSEIGNEUR THOUVENIN
CHEMIN BLANC	MONTREVILLE
CHOISEUL (quai)	MONTREVILLE (impasse)
CLAUDE DEBUSSY	MOREY
CLAUDE LE LORRAIN (quai)	MOULIN DE BOUDONVILLE
CLODION	MOUSSON
CLOS CHATTON (sentier)	NICKLES
CLOS DE CHEVRE (sentier)	NOMENY
CLOS SAINT JACQUES	NOTRE DAME
COLLINE	NOTRE DAME DES ANGES
COMMANDANT IGIER (impasse)	NUNGESSER ET COLI
CORIOIS	ORATOIRE
COTE	PARIS
COTE (ruelle)	PIERRE DAC
COTE JACQUOT (sentier)	PIERRE SCHAEFFER
CREVAUX	PIERRE SEMARD
CROIX D AUYOT (sentier)	PRENY
CROIX GAGNEE	RAME (passage)
CROIX SAINT CLAUDE (chemin)	RAVINELLE
CRONSTADT (n° 22 à 44 et 21 à 47)	RAYMOND PINCHARD (avenue)
CURE D AIR (escalier de la)	RAYMOND VANIER
CYFFLE	RENAUDINE
DANIEL PAUL CAVALLIER	RHIN
DARIUS MILLIAUD (place)	RIGNY
DESILLES	ROBERT TAVERNY (place)
DOCTEUR BLEICHER	ROCHES (allée)

DOCTEUR FRIOT	ROME
DOMBASLE (place)	SAINT ANTOINE (ruelle)
DOMINIQUE LOUIS	SAINT BODON
EMILE FRIANT	SAINT EXUPERY
EMILE MOSELLY	SAINT JEAN
ERNEST BICHAT	SAINT MANSUY
ESPRIT (ruelle)	SAINT MANSUY (passage)
EUGENE CORBIN	SAINT SEBASTIEN
FERME SAINT JACQUES	SAINT THIEBAUT
FLORENT SCHMITT	SAINT VINCENT (impasse)
FOUCOTTE	SAINTE CATHERINE (lotissement)
FRANÇAIS	SANTIFONTAINE
FRANCIS POULENC	SAPIN (sentier)
FRANCOIS COUPERIN	SCARPONE
FUSILLES (pont)	SEBASTIEN BOTTIN (passage)
GABRIEL PIERNE	SERGEANT BOBILLOT (n° 24 à 58 et 15 à 37)
GEORGES BRASSENS	SIDNEY BECHET
GERBEVILLER	SIFFLETS (chemin)
GILBERT	STANISLAS
GILBERT CAUDERAN	TALBOUX (sentier des)
GIORNE VIARD	TEULOTTE (sentier)
GODFROY DE BOUILLON (place)	THEODORE DEVILLY
GRAND RABBIN HAGUENAUER	THIONVILLE
GRAND VERGER	TURIQUE
GRAND VERGER (ruelle)	VAUCOULEURS
GUSTAVE CHARPENTIER	VERDUN
GUSTAVE EIFFEL	VERLAINE (n° 18 à 56 et 23 à 57)
GUY ROPARTZ	VICTOR BASCH (square)
HALDAT (passage)	VICTOR HUEL
HAUT DE CHEVRE (chemin)	VICTOR HUGO
HAUT DU LIEVRE (sentier)	VICTOR HUGO (ruelle)
HELENE BOUCHER	VICTOR POIREL
HENRI POINCARÉ	VIGNES (sentier)
HENRY LEVY	VIRAY
HERMITE	VIRAY (rond point)

6^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Bayon : Barbonville • Bayon • Blainville-sur-l'Eau • Borville • Brémontcourt • Charmois • Clayeures • Damelevières • Domptail-en-l'Air • Einvaux • Froville • Haigneville • Haussonville • Landécourt • Lorey • Loromontzey • Méhoncourt • Romain • Rozelieures • Saint-Boingt • Saint-Germain • Saint-Mard • Saint-Rémy-aux-Bois • Velle-sur-Moselle • Vigneulles • Villacourt • Virecourt

Canton d'Haroué : Affracourt • Bainville-aux-Miroirs • Benney • Bouzanville • Bralleville • Ceintrey • Crantenoy • Crévéchamps • Diarville • Gerbécourt-et-Haplemont • Germonville • Grippont • Haroué • Housséville • Jevoncourt • Laneuveville-devant-Bayon • Lebeuville • Lemainville • Leménil-Mitry • Mangonville • Neuville-sur-Moselle • Ormes-et-Ville • Roville-devant-Bayon • Saint-Firmin • Saint-Remimont • Tantonville • Vaudeville • Vaudigny • Voinémont • Xirocourt

Canton de Laxou : Laxou

Canton de Domèvre-en-Haye : Andilly • Ansauville • Avrainville • Beaumont • Bernécourt • Domèvre-en-Haye • Francheville • Gézoncourt • Griscourt • Grosrouvres • Hamonville • Jaillon • Liverdun • Mamey • Mandres-aux-Quatre-Tours • Manoncourt-en-Woëvre • Manonville • Martincourt • Minorville • Noviant-aux-Prés • Rogéville • Rosières-en-Haye • Royaumeix • Tremblecourt • Velaine-en-Haye • Villers-en-Haye • Villey-Saint-Etienne

Canton de Toul-Nord : Aingeray • Boucq • Bouvron • Bruley • Dommartin-lès-Toul • Ecrouves • Fontenoy-sur-Moselle • Foug • Gondreville • Lagny • Laneuveville-derrière-Foug • Lay-Saint-Remy • Lucey • Méné-la-Tour • Pagney-derrière-Barine • Sanzey • Sexey-les-Bois • Toul (fraction) • Trondes

Canton de Toul-Sud : Biqueley • Blénod-lès-Toul • Bulligny • Charmes-la-Côte • Chaudeney-sur-Moselle • Choley-Ménillot • Crézilles • Domgermain • Gye • Mont-le-Vignoble • Moutrot • Ochey • Pierre-la-Treiche • Sexey-aux-Forges • Toul (fraction) • Villey-le-Sec

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 3 à 11 et 2 à 8)	JULES FERRY
ANATOLE France (avenue)	KLEBER
ARISTIDE BRIAND	LAVIGERIE
BEGONIAS	LAXOU
BELFORT	LAZARE CARNOT

BOFFRAND (avenue)	LOTHAIRE II
CAMILLE MATHIS	LOUIS MAJORELLE
CHANOINE BLAISE	MADAME DE VANNOZ
CHARLEMAGNE (boulevard)	MARCEAU (passage)
CHRISTIAN PFISTER	MEDREVILLE (n° 3 à 17 et 2 à 14)
COMMANDERIE N° 35 à la fin et n° 26 à la fin	MON DESERT N° 77 à la fin et n° 84 à la fin
COMMANDERIE (place)	OCTROI
COURBET	PALISSOT
CROIX DE BOURGOGNE (place)	PASTEUR
CRONSTADT (n° 1 à 17 et 2 à 14)	PAUL PAINLEVE (place)
DUCS DE BAR (place)	PIERRE CREVISIER (impasse)
DUPONT DES LOGES	RAYMOND POINCARÉ
DURIVAL	SAINT LAMBERT
FOCH (avenue) N° 43 à la fin et n° 52 à la fin	SAINT LAMBERT (ruelle)
FRANCOIS DE NEUFCHATEAU	SERGEANT BOBILLOT (n° 1 à 11 et 2 à 20)
GENERAL HOCHÉ	TEMERAIRE
GONCOURT	VANNOZ (Madame de)
GRAFFIGNY	VERLAINE (n° 1 à 16 et 2 à 17)
HENNER	VICTOR LEMOINE
HENNER (impasse)	VIEIL AITRE
HYPPOLYTE MARINGER (avenue)	VILLERS
JEANNE D'ARC	WINSTON CHURCHILL

7^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Malzéville (à l'exception de la commune de Custines) : Agincourt • Amance • Bouxières-aux-Chênes • Bouxières-aux-Dames • Brin-sur-Seille • Dommartin-sous-Amance • Eulmont • Laître-sous-Amance • Lay-Saint-Christophe • Malzéville

Canton de Saint-Max : Dommartemont • Essey-lès-Nancy • Saint-Max

Canton de Saint-Nicolas-de-Port : Azelot • Burthecourt-aux-Chênes • Coyviller • Dombasle-sur-Meurthe • Ferrières • Flavigny-sur-Moselle • Lupcourt • Manoncourt-en-Vermois • Richardmémil • Rosières-aux-Salines • Saffais • Saint-Nicolas-de-Port • Tonnoy • Ville-en-Vermois

Canton de Seichamps : Champenoux • Laneuvelotte • Mazerulles • Moncel-sur-Seille • Pulnoy • Saulxures-lès-Nancy • Seichamps • Sornéville • Velaine-sous-Amance

Canton de Tomblaine : Art-sur-Meurthe • Buissoncourt • Cerville • Erbéviller-sur-Amezule • Fléville-devant-Nancy (à l'exception de la Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier) • Gellenoncourt • Haraucourt • Laneuveville-devant-Nancy • Lenoncourt • Réméréville • Varangéville

8^{ème} section

A l'exception des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Chambley-Bussières : Chambley-Bussières • Dampvitoux • Hagéville • Mars-la-Tour • Onville • Puxieux • Saint-Julien-lès-Gorze • Sponville • Tronville • Villecey-sur-Mad • Waville • Xonville

Canton de Conflans-en-Jarnisy : Abbéville-les-Conflans • Affléville • Allamont • Béchamps • Boncourt • Brainville • Bruville • Conflans-en-Jarnisy • Doncourt-lès-Conflans • Fléville-Lixières • Friaucourt • Giraumont • Gondrecourt-Aix • Hannonville-Suzémont • Jarny • Jeandelize • Labry • Mouaville • Norroy-le-Sec • Olley • Ozerailles • Puxe • Saint-Marcel • Thumeréville • Ville-sur-Yron

Canton de Gerbéviller : Essey-la-Côte • Fraimbois • Franconville • Gerbéviller • Giriviller • Haudonville • Lamath • Magnières • Mattexey • Mont-sur-Meurthe • Moriviller • Moyen • Rehainviller • Remenouville • Seranville • Vallois • Vathimémil • Vennezey • Xermamémil

Canton de Dieulouard (à l'exception de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson) : • Dieulouard • Fey-en-Haye • Jezainville • Maidières • Montauville • Norroy-lès-Pont-à-Mousson • Pagny-sur-Moselle • Prény • Vandières • Villers-sous-Prény

Canton de Thiaucourt-Regniéville : Arnerville • Bayonville-sur-Mad • Bouillonville • Charey • Dommartin-la-Chaussée • Essey-et-Maizerais • Euvezin • Flirey • Jaulny • Limey-Remenauville • Lironville • Pannes • Rembercourt-sur-Mad • Saint-Baussant • Seicheprey • Thiaucourt-Regniéville • Vandelainville • Viéville-en-Haye • Vilcey-sur-Trey • Xammes

Entreprises ferroviaires : tous les cantons du département :

- la SNCF et les établissements exerçant une activité de transports sur le réseau ferré national pris au sens du Décret n° 2003-194 du 07 mars 2003

- les entreprises extérieures intervenant au sein de la SNCF et de ces établissements, à l'exception de l'enceinte des gares comprenant des commerces ou d'autres activités, occupant du personnel, ainsi que des entreprises situées sur les terrains de la SNCF

- les entreprises de travaux ferroviaires intervenant sur l'emprise du réseau ferré national (voies ferrées, aiguillages, quais...)

Commune de Vandœuvre-lès-Nancy : Centre commercial et d'affaires des Nations

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

AMANCE	GENERAL FRERE
AMIRAL GUEPRATTE	GENERAL GOURAUD
BLANDAN (impasse)	GENERAL HAXO
BRABOIS (avenue)	GENERAL HULOT
CARDINAL MATHIEU	GENERAL LECLERC (avenue) n° 97 à la fin et n° 156 à la fin
CARDINAL MATHIEU (impasse)	GENERAL MANGIN (avenue)
CHARLES MARTEL	GENERAL MARGUERITE
CHARMOIS	HAUSSONVILLE (boulevard)

CHIENNERIE	JOSEPH LAURENT
CHRISTIAN MOENCH	KARLSRUHE (place)
COLONEL COURTOT DE CISSEY	LEGION ETRANGERE
COLONEL GRANVAL	LUCILE MALAISE
COURTOT DE CISSEY	MARECHAL EXCELMANS
DOCTEUR LIONEL PELERIN (place)	MARECHAL GALLIENI
DONREMY	MARECHAL JUIN
DOYEN LAURENT JOSEPH	MARECHAL OUDINOT n° 93 à la fin et n° 72 à la fin
EDMONT ABOUT	MARSAL
EMILE BERTIN	9E DIVISION INFANTERIE COLONIALE (place)
EMILE COUE	NOTRE DAME DE LOURDES
EMILE GEBHARD	PADOUE (place)
EPINAL	PAIX
EUGENE HUGO	PIERRE DE SIVRY
FABERT	PLACIEUX
FAMILLES (rond point)	PRETORIA (impasse)
FELIX FAURE	PREVOYANCE
FRERES VOIRIN	ROUBAIX
GENERAL CHEVERT	SERGEANT BLANDAN (Placieux à GI Leclerc)
GENERAL CUSTINE	TUILERIE
GENERAL DE LANDREMONT	TURINAZ
GENERAL DUROC	VAUBAN
GENERAL FABVIER	VITTEL

9^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section :

Ensemble des entreprises agricoles telles que définies par l'article L 717-1 du Code rural pour la totalité des cantons de Meurthe-et-Moselle ainsi que les entreprises extérieures intervenant au sein des entreprises du régime agricole précité

Entreprises toutes activités (ensemble des codes NAF) : secteur Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE DIDELOT	ILE DE CORSE
ALBERT LEBRUN	JARDINIERS
ALLIANCE (place)	JEAN MONNET
ANDRE CAJELOT (place)	JEANNOT
BAILLY	LA SALLE
BASTIEN LEPAGE	LACORDAIRE
BITCHE	LIONNOIS
BOULAY DE LA MEURTHE	LOBAU
CAMILLE CLAUDEL	LYAUTEY
CARDINAL TISSERAND	LYCEE
CARMES	MABLY
CASINO (passage)	MANEGE
CAVEAU (impasse)	MANSUY GAUVAIN
CHANOINE (allée)	MAURICE BARRES
CHANOINES	MOLITOR
CHARLES ETIENNE COLLIGNON	MONSEIGNEUR RUCH (place)
CHARLES III	MONTESQUIEU
CLAUDE CHARLES	ORPHELINES
CLAUDE ERIGNAC	PIERRE FOURIER
CLOITRE	PONT MOUJA
COLONEL DRIANT (place)	PONTS
DIDION	PREFET CLAUDE ERIGNAC
DIVISION DE FER (place)	PRIMATIALE
DOCTEUR SCHMITT	QUATRE EGLISES
DOM CALMET	RAUGRAFF
DOMINICAINS	RECTEUR LOUIS BRUNTZ
DOMINICAINS (passage)	SAINT DIZIER
DOYEN MARCEL ROUBAULT (place)	SAINT GEORGES

DROUIN	SAINT JULIEN
FABRIQUES	SAINT NICOLAS
FAIENCERIE	SAINTE ANNE
FOLLER	SAINTE CATHERINE
FOUR	SALPETRIERE
GAMBETTA	SAVERNE
GAUGUIN (allée)	SŒURS MACARONS
GENERAL DROUOT	STANISLAS (place)
GENERAL DROUOT (allée)	TAPIS VERT
GENERAL GIRAUD (place)	TIERCELINS
GIRARDET	TROIS ECOLES (allée)
GODRON	UTRILLO
GUIBAL	VAN GOGH (allée)
HACHE	VIC
HENRI LORITZ (place)	VINGTIEME ET UNE R.A.
HENRI MENGIN (place)	VISITATION

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Secrétariat général - Service des affaires juridiques et contentieuses

Arrêté modificatif du 27 janvier 2011 de l'arrêté du 7 octobre 2010 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

VU l'arrêté du 7 octobre 2010 de délégation rectorale de signature à monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle.

ARRETE

Article 1er : Dans les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de subdélégation rectorale de signature susvisé, la référence à l'arrêté SGAR n° 2009-143 en date du 16 avril 2009 est remplacé par la référence suivante : arrêté SGAR n° 2011 – 48 en date du 03 janvier 2011.

Article 2 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.
Nancy, le 27 janvier 2011

Le recteur,
Jean-Jacques POLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES – DIRECTION DE LA SOLIDARITE

Service solidarité-autonomie – Personnes âgées/Personnes handicapées

Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA n° 268 - DIRSOL/ PA/PH n° du 24 mars 2010 refusant à l'association « TRISOMIE 21 » l'autorisation de création d'un service d'accompagnement médico-social d'une capacité de 30 places à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU le dossier reconnu complet le 30 juin 2009, déposé par l'association « TRISOMIE 21 ») en vue d'être autorisée à créer un service d'accompagnement médico-social d'une capacité de 30 places à NANCY;

VU l'avis favorable émis le 15 décembre 2009 par la section « personnes handicapées » du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale de Lorraine ;

CONSIDERANT toutefois qu'en vertu de l'article L. 313-4 du code de l'action sociale et des familles « l'autorisation est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas, aux articles L. 313-8, L. 314-3 et L. 314-4 au titre de l'exercice au cours duquel prend effet cette autorisation » ;

CONSIDERANT que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses afférentes à la politique personnes handicapées du Département pour 2010.

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association « TRISOMIE 21 » en vue de créer un service d'accompagnement médico-social d'une capacité de 30 places à NANCY, est refusée.

Article 2 : Toutefois, si le coût prévisionnel de fonctionnement de ce projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses délibéré par l'assemblée départementale, et le montant de la dotation limitative régionale mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles ; l'autorisation de création pourra être accordée sans qu'il soit procédé à nouveau à la consultation du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale.

Article 3 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière – 54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, Monsieur le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur des Solidarités, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont l'ampliation sera adressée au président de l'AEIM, 6, allée de St Cloud - CS 90154 - 54602 VILLERS LES NANCY CEDEX
Nancy, le 24 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Pour le président du conseil général et par délégation,
Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au développement social
et aux personnes âgées et handicapées

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service environnement - eau - biodiversité

Extrait de l'arrêté DDT/EEB/ASS-54-2010-0001 du 27 janvier 2011 portant consignation de sommes suite au non respect d'une mise en demeure sur la commune de VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la circulaire du 8 décembre 2006 et la circulaire du 17 décembre 2007 relatives à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux ;

CONSIDERANT qu'en application de la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée et des articles susvisés du code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de la commune de Vézélise, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement, devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, à savoir la mise en oeuvre d'un traitement de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 2005 ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, la commune de Vézélise n'a déposé aucun dossier concernant la mise en conformité de son système d'assainissement ;

CONSIDERANT que la commune dans ses réponses du 2 avril 2010 et du 9 novembre 2010 ne présente toujours pas un programme et un échéancier pour le dépôt du dossier de déclaration correspondant à la mise aux normes de son assainissement ;

CONSIDERANT que pour déposer son dossier loi sur l'eau la commune de Vézélise doit réaliser une étude de définition d'un projet communal ainsi qu'un dossier de déclaration au titre du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que, pour les dossiers récemment engagés, le coût des études similaires au besoin de Vézélise est en moyenne de 7 800 euros HT, soit 9 329 euros TTC ;

A R R E T E

Article 1er : La procédure de consignation prévue à l'article L 216-1 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de la commune de Vézélise (54 330).

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 9 329 euros (neuf mille trois cent vingt-neuf euros) répondant au coût de l'étude de définition d'un projet communal, ainsi que la réalisation du dossier au titre du code de l'environnement est rendu immédiatement exécutoire auprès de Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le dépôt du dossier au titre du code de l'environnement, comprenant le calendrier des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de Vézélise, devra être effectué avant le 31 décembre 2011.

En cas de non dépôt d'un dossier de déclaration au titre du code de l'environnement et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L216-1 du code de l'environnement, la commune de Vézélise perdra le bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des travaux.

Article 3 : Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY).

Le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée pour la commune de Vézélise ;
- un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision pour les tiers.

Article 4 : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Vézélise pendant un délai minimum d'un mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Vézélise, représentée par son maire.

Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au sous-préfet de Toul ;
- au chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;
- au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 27 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté 2011/DDT/TS/01 du 13 janvier 2011 portant constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à HEILLECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : Il est institué pour la commune d' HEILLECOURT un groupe de travail, présidé par Monsieur le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune d' HEILLECOURT :

- M. Jean-Pierre LAGORCE,
- M. Fabrice WILHELM.

c) Elu de la Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Michel CANDAT.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le directeur de la société JC DECAUX, direction régionale, 13 allée des Peupliers ZI Houdemont BP 89 54183 HEILLECOURT Cedex ou son représentant,
- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, Région Grand Est ZI Rue Gay Lussac 67201 STRASBOURG,
- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des Peupliers ZI Houdemont BP 123 54184 HEILLECOURT Cedex ou son représentant,

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire d'Heillecourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1 et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté n° 51 /DDCS/ en date du 26 janvier 2011 portant création du Comité d'Hygiène et de Sécurité de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé auprès du comité technique paritaire de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, un comité d'hygiène et de sécurité ayant compétence, dans le cadre des dispositions du titre IV du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé, pour connaître de toutes les questions qui concernent la direction.

Article 2 : La composition du comité d'hygiène et de sécurité mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus est fixée comme suit :

a) Représentants de l'administration :

3 membres titulaires et 3 membres suppléants nommés dans les conditions fixées à l'article 39 du décret du 28 mai 1982 susvisé ;

b) Représentants du personnel :

5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié susvisé et de l'article 8 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 susvisé ;

c) Le médecin de prévention ;

d) L'agent chargé de fonctions de conseil et d'assistance dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera affiché au siège de la direction.

Nancy, le 26 janvier 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Service jeunesse, éducation populaire et sport

Extrait de l'arrêté d'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle en date du 10 janvier 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

ARRETE

Article 1 : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1906	OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS DE BACCARAT (O.M.S.) Mairie 2 rue Adrien Michaut 54120 BACCARAT	F.N.O.M.S
54 S 1907	ASSOCIATION VITRIMONT PASSION 2 sentier du Cœur 54300 VITRIMONT	UFOLEP
54 S 1908	ASSOCIATION RIDE IN NANCY Maison du Vélo 54 rue Charles III 54000 NANCY	UFOLEP
54 S 1909	ASSOCIATION PAYS-HAUT HANDBALL 189 rue de Lorraine 54400 LONGWY	HANDBALL
54S1910	BASE DE LOISIRS DE BURES 54 Mairie 4 route de Réchicourt 54370 BURES	VOILE
54S1911	JAGUARS BASEBALL SOFTBALL SLUC NANCY 12, rue du Bouchot 54230 CHALIGNY	BASEBALL SOFTBALL

Article 2 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. GAUFFRE Olivier, contrôleur

Le soussigné DIDELOT Daniel

Trésorier de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général M. GAUFFRE Olivier, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, entendant ainsi transmettre à M. GAUFFRE Olivier tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

GAUFFRE Olivier

Contrôleur

Signature du mandant

DIDELOT Daniel

Chef de service comptable

Vandoeuvre, le 13 octobre 2010

Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme MARGRAITTE Joëlle, adjointe, inspectrice

Le soussigné DIDELOT Daniel

Trésorier de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme MARGRAITTE Joëlle, Adjointe, Inspectrice

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES entendant ainsi transmettre à Madame MARGRAITTE Joëlle tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

MARGRAITTE Joëlle

Inspectrice

Signature du mandant

DIDELOT Daniel

Chef de service comptable

le cas échéant,

donner délégation à Mme MARGRAITTE Joëlle, Adjointe, Inspectrice, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

MARGRAITTE Joëlle

Inspectrice

Signature du délégant

DIDELOT Daniel

Chef de service comptable

Vandoeuvre, le 13 octobre 2010

Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités - Procuration sous seing privé du 13 octobre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme MESBAH Pascale, contrôleur principal

Le soussigné DIDELOT Daniel

Trésorier de VANDOEUVRE LES NANCY Collectivités

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme MESBAH Pascale, Contrôleur principal,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, entendant ainsi transmettre à Mme MESBAH Pascale tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

MESBAH Pascale

Contrôleur principal

Signature du mandant

DIDELOT Daniel

Chef de service comptable

Vandoeuvre, le 13 octobre 2010

SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Edith CHAMVOUX, contrôleuse

Le comptable du service des impôts des particuliers de PONT A MOUSSON,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A annexe II,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la Direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de Services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques,

D E C I D E

Article 1er : De donner délégation de signature à Edith CHAMVOUX, contrôleuse, à l'effet de statuer sur les demandes de remises ou modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 €, de statuer sur les demandes de délais de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 2 000€.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Pont à Mousson, le 1er décembre 2010

Le comptable des impôts, responsable du service des impôts des particuliers,

Marie-Pierre ROUILLON

SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Muriel DURON, inspectrice

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de PONT A MOUSSON

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

A R R E T E

Article 1er : Délégation permanente de signature est donnée à Muriel DURON, inspectrice, à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 15 000 euros ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 14 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 euros ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique), ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Pont à Mousson, le 1er décembre 2010

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers,

Marie-Pierre ROUILLON

SIP de PONT A MOUSSON - Délégation de signature du 1er décembre 2010 à Patrice WALDT, contrôleur

Le comptable du service des impôts des particuliers de PONT A MOUSSON,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A annexe II,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la Direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de Services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques,

D E C I D E

Article 1er : De donner délégation de signature à Patrice WALDT, contrôleur, à l'effet de statuer sur les demandes de remises ou modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 €, de statuer sur les demandes de délais de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 2 000 €.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Pont à Mousson, le 1er décembre 2010

Le comptable des impôts, responsable du service des impôts des particuliers,

Marie-Pierre ROUILLON

Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Catherine BOUVERESSE, inspecteur

Le soussigné André WIDLOECHER

Trésorier de TOUL Collectivités

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Catherine BOUVERESSE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Catherine BOUVERESSE
Inspecteur

Signature du mandant
André WIDLOECHER
Trésorier principal

Toul, le 2 décembre 2010

Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Véronique TROMPETTE, inspecteur

Le soussigné André WIDLOECHER
Trésorier de TOUL Collectivités
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Véronique TROMPETTE, Inspecteur,
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Véronique TROMPETTE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Véronique TROMPETTE
Inspecteur

Signature du mandant
André WIDLOECHER
Trésorier principal

Toul, le 2 décembre 2010

Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 2 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sabine FISSEAU, contrôleur principal

Le soussigné André WIDLOECHER
Trésorier de TOUL Collectivités
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Sabine FISSEAU, Contrôleur principal,
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Sabine FISSEAU tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Sabine FISSEAU
Contrôleur principal

Signature du mandant
André WIDLOECHER
Trésorier principal

Toul, le 2 décembre 2010

Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nathalie GERMAIN, contrôleur principal

Le soussigné André WIDLOECHER
Trésorier de TOUL Collectivités
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Nathalie GERMAIN, Contrôleur principal,
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Nathalie GERMAIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Nathalie GERMAIN
Contrôleur principal

Signature du mandant
André WIDLOECHER
Trésorier principal

Toul, le 6 décembre 2010

Trésorerie de TOUL Collectivités - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Audrey BIBET, contrôleur

Le soussigné André WIDLOECHER
Trésorier de TOUL Collectivités
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Audrey BIBET, Contrôleur,
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Audrey BIBET... tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Audrey BIBET
Contrôleur

Signature du mandant
André WIDLOECHER
Trésorier principal

Toul, le 6 décembre 2010

Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT - Procuration sous seing privé du 6 décembre 2010 à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jérôme OBERLE, inspecteur

Le soussigné Corine BRANCALEONI
Trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Jérôme OBERLE, Inspecteur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, entendant ainsi transmettre à Monsieur OBERLE Jérôme tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Jérôme OBERLE
Inspecteur

Signature du mandant
Corine BRANCALEONI
Trésorier principal

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Jérôme OBERLE, Inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Jérôme OBERLE
Inspecteur

Signature du délégant
Corine BRANCALEONI
Trésorier principal

Nancy, le 6 décembre 2010

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 31 janvier 2011 portant subdélégation de signature**

VU

- la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38-4°,
- l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008.
- le décret du Président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe et Moselle.
- l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.05 en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

En application de l'article 4 de l'arrêté du 17 janvier 2011, Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la personne habilitée à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

* dans les conditions des article 1 et 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000€(engagement juridique et liquidation) à Madame Anne-Marie LEBLAY, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général de la région Lorraine et de la Moselle
- Madame Anne-Marie LEBLAY

Nancy, le 31 janvier 2011

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental de la sécurité publique,
Lionel RAZUREL

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES***Service aménagement durable, urbanisme, risques*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42903 du 25 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-AIL

Par arrêté préfectoral n° 42903 en date du 25 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA d'un local technique TELECOM croisement RD 13f et RD 13d sur la commune de SAINT-AIL.

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN****Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de deux sages-femmes du 18 janvier 2011**

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU le décret 89-611 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statut particulier des sages-femmes de la fonction publique hospitalière,

VU la vacance d'un poste de sage-femme diffusée le 17 décembre 2010 non pourvue par des candidats à la mutation,

D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir DEUX postes vacants de sage-femme.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un des diplômes ou titres mentionnés à l'article L-356.2 (3°) du code de la santé publique ou d'une autorisation d'exercer la profession de sage-femme délivrée par le Ministre de la Santé en application des dispositions de l'article L.356, de nationalité française ou ressortissants des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2011. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées, judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme ou titre dûment certifié conforme permettant de postuler à un emploi de sage-femme,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions. (listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- un curriculum vitae sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 18 janvier 2011

Pour le directeur,
Le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,
F. DELHOUSTAL

RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Avis du 26 janvier 2011 relatif à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle de 3 Cadres Socio-Educatifs par voie de concours interne et 1 Cadre Socio-Educatif par voie de concours externe**

Un arrêté du Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, en date du 22 octobre 2010 a ouvert un concours sur titres pour le recrutement de 4 Cadres Socio-Educatifs (3 par voie de concours interne, 1 par voie de concours externe) au Réseau Educatif de Meurthe et Moselle à LAXOU.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
 - à l'article 5 du décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 portant statut particulier du corps des cadres socio-éducatifs de la Fonction Publique Hospitalière,
 - Les personnes titulaires d'un diplôme reconnu équivalent par la commission instituée par le Décret n° 2007-196 du 13 février 2007, article 8.
- Les candidatures, doivent être postées (le cachet de la poste faisant foi) ou portées dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis du journal officiel, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Envoi des dossiers :

Madame le Directeur
Réseau Educatif de Meurthe et Moselle
1a, rue Bel Air – Boîte postale n° 54
54526 – LAXOU CEDEX

A l'appui de leur demande, les candidats devront joindre les pièces suivantes :

- Les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le CAFERUIS ou une autre qualification reconnue comme équivalente par la commission instituée par l'article 8 du Décret du 13 février 2007 susvisé
- Un curriculum vitae établi sur papier libre, éventuellement accompagné d'attestations d'emploi.

Laxou, le 26 janvier 2011

Fanny PRONO
Directeur Adjoint aux ressources

